

## Vingt-troisième Conférence des représentants officiels du PROE

4-7 septembre 2012  
Nouméa

### RAPPORT

#### Introduction

1. La vingt-troisième Conférence annuelle du PROE se déroule du 4 au 7 septembre 2012 au centre de conférences du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique à Nouméa (Nouvelle-Calédonie).
2. Les représentants des États et Territoires suivants, membres du PROE, participent à la Conférence : États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Îles Cook, Kiribati, Nauru, Nioué, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Polynésie française, République des Îles Marshall, Royaume-Uni, Samoa, Samoa américaines, Tokélaou, Tonga, Tuvalu, et Wallis et Futuna. Des observateurs de diverses organisations régionales, internationales et non gouvernementales sont également présents. La liste des participants est jointe au présent document (annexe 1).
3. La cérémonie d'ouverture se tient le 3 septembre en soirée. M. Anthony Lecren, membre du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en charge de l'environnement et du développement durable, y assiste et souhaite la bienvenue aux représentants.

#### Point 2 de l'ordre du jour : Nomination du Président et du Vice-président

4. Conformément à son Règlement intérieur (articles 8.1 et 8.2), La Conférence :
  - **nomme** à la présidence la représentante de la **Nouvelle-Calédonie**, et
  - **nomme** à la vice-présidence le représentant de **Wallis et Futuna**.
5. Le Directeur général remercie le représentant des Îles Marshall d'avoir assumé les fonctions de président de la Conférence l'année passée, et souhaite la bienvenue à la nouvelle présidente, Mme Caroline Machoro.



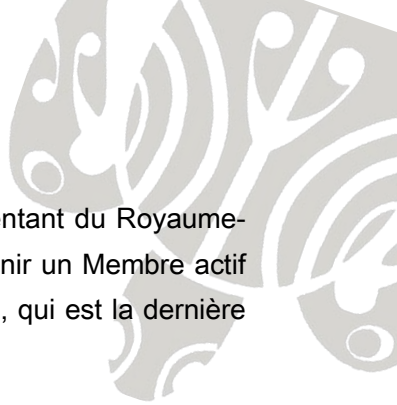
### Point 3 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et des procédures de travail

6. Le représentant de Nauru demande que le point 9.3.1 aborde les activités de gestion des déchets en général et non pas uniquement la campagne pour un Pacifique propre.
7. Le Secrétariat demande que le point 6.4 soit examiné immédiatement après l'adoption du présent point, pour permettre au Royaume-Uni de participer aux discussions suite à son admission anticipée en tant que Membre du PROE.
8. La Conférence :
  - **examine** et **adopte** l'ordre du jour révisé reproduit à l'annexe 2 ;
  - **approuve** l'horaire de travail ; et
  - **nomme** un comité de rédaction à participation libre présidé par Wallis et Futuna et composé d'un groupe principal comprenant l'Australie, les États-Unis d'Amérique, les Fidji, la France, Kiribati, Nioué, la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zélande, la Polynésie française, le Samoa et Wallis et Futuna.

### Point 6.4 de l'ordre du jour: Demande d'adhésion du Royaume-Uni au PROE

9. Le Secrétariat informe les Membres de la demande d'adhésion du Royaume-Uni au PROE et note qu'aucun Membre n'a émis d'objection écrite à cette demande, soumise conformément au paragraphe 5 de l'article 10 de la Convention portant création du PROE. La période de six mois prévue pour la soumission des objections s'est achevée le 27 août 2012.
10. Le Samoa, en tant que dépositaire de la Convention, indique que les neuf Membres suivants ont à ce jour annoncé leur soutien officiel à la demande d'adhésion du Royaume-Uni : Australie, États-Unis d'Amérique, France, Îles Cook, Îles Marshall, Nioué, Nouvelle-Zélande, Samoa et Tuvalu.
11. Les Fidji, les Îles Cook, Nioué, la Polynésie française, les Samoa américaines, Tuvalu et Wallis et Futuna appuient la demande du Royaume-Uni et sont heureux de l'accueillir à nouveau au PROE.
12. Les Samoa américaines s'enquière du soutien financier que le Royaume-Uni pourrait apporter à la région. Le Directeur général du PROE indique que le Royaume-Uni verserait les mêmes contributions statutaires que les autres Membres métropolitains et qu'il pourrait financer des activités dans la région à sa discrétion.





13. La présidente invite le Royaume-Uni à se joindre à la Conférence. Le représentant du Royaume-Uni remercie les Membres de leur soutien et fait part de son intention de devenir un Membre actif du PROE dans la région. Il précise que la signature de l'instrument d'adhésion, qui est la dernière étape du processus, est en cours.

14. La Conférence :

- **examine** la demande d'adhésion du Royaume-Uni au PROE ; et
- **invite** le Royaume-Uni à se joindre à la Conférence du PROE de 2012 en lui souhaitant la bienvenue.

#### **Point 4 de l'ordre du jour : Mesures prises en application des décisions de la 22<sup>e</sup> Conférence du PROE**

15. Le Directeur général fait rapport sur les mesures prises en application des décisions de la 22<sup>e</sup> Conférence du PROE et à la suggestion de certains Membres pendant cette même conférence. Ces activités sont détaillées dans le document 23CP/Représentants officiels/DT.4.

16. Le représentant de Tuvalu félicite le Secrétariat des travaux menés au cours de l'année écoulée et de la confiance renouvelée des Membres dans ces travaux. Il note malgré tout que Tuvalu reste confronté à des problèmes de rotation de personnel et de capacité et sollicite le soutien du PROE pour renforcer ses capacités et mettre en œuvre sa politique climatique ainsi que la stratégie et le plan d'action associés.

17. Le représentant des Fidji salue les actions menées par le Secrétariat et demande des précisions sur le Fonds vert pour le climat et le programme de travail sur les pertes et les préjudices. Le Secrétariat fait part des progrès dans ces domaines en notant qu'ils seront examinés en détail au point 9.2.4. Le Secrétariat fait par ailleurs savoir qu'un document est en cours de préparation par le Secrétariat de la CCNUCC et que les Membres sont invités à y contribuer (cette question sera examinée dans le cadre d'une manifestation parallèle).

18. Le Samoa confirme les conseils prodigués par le Secrétariat et rappelle qu'il est important que les Parties participent au Fonds vert pour le climat.

19. La Conférence :

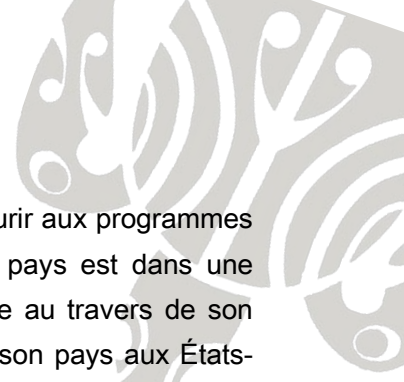
- **prend acte** du rapport.



**Point 5.1 de l'ordre du jour :       Présentation du rapport annuel pour 2011 et exposé du Directeur général sur les réalisations depuis la vingt-deuxième Conférence du PROE**

20. Le Directeur général présente le rapport annuel du Secrétariat pour 2011 et évoque le processus de gestion du changement que l'organisation a mis en place depuis trois ans pour donner au PROE les moyens de mieux répondre aux attentes des Membres insulaires océaniques et d'accroître le soutien accordé à ceux-ci.
21. Le Directeur général remercie le Samoa, le pays hôte du PROE, qui lui apporte un soutien permanent. Il remercie aussi les bailleurs de fonds et partenaires du PROE pour leur soutien et les Membres pour leurs conseils avisés et leur partenariat. Il remercie également la Nouvelle-Calédonie qui accueille la vingt-troisième Conférence du PROE et la CPS qui a mis ses locaux à sa disposition. Le document *23CP/Représentants officiels/DT.5.1* donne des précisions sur le Rapport annuel.
22. Les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les Îles Cook, Kiribati, Nioué, la Polynésie française, le Samoa, les Samoa américaines, et Wallis et Futuna prennent acte de l'exposé du Directeur général concernant le rapport annuel et du soutien apporté par le personnel du PROE.
23. Le représentant de Nioué se félicite du soutien apporté par le Secrétariat sous forme d'assistance technique au PACC et de l'aide accordée en vue de la formulation des priorités nationales, ainsi que de travaux récents sur les espèces envahissantes. Il estime toutefois qu'il faudra poursuivre l'étude des options d'élimination de l'amiante. À ce propos, le Secrétariat rappelle que la Stratégie régionale sur l'amiante a été approuvée l'année passée. La région doit désormais passer à la phase de mise en œuvre, ce qui nécessitera le soutien des Membres métropolitains. Le Secrétariat indique que cette question sera traitée au titre des points 9.3.1 à 9.3.3 de l'ordre du jour.
24. Le représentant des Îles Cook prend acte du soutien apporté par le Secrétariat en vue de l'élaboration du Plan national du développement durable, en notant que ce Plan reflète les principales questions environnementales qui se posent au pays.
25. En réponse à une question de la Polynésie française concernant le « campus du PROE », le Secrétariat indique qu'il ne s'agit pas d'un projet officiel, mais du principe du regroupement d'organisations partageant des objectifs similaires sur un même site, dans une perspective « gagnant-gagnant ». Toutes ces organisations mènent des activités dans la région (par exemple PACCSAP et J-PRISM).
26. Le représentant du Samoa exprime sa reconnaissance au Secrétariat pour la mobilisation de fonds et l'augmentation des ressources financières, et se félicite de débattre ultérieurement un point de l'ordre du jour consacré au suivi et à l'évaluation des performances et aux rapports sur les retombées du travail du PROE. Il prend note avec satisfaction les relations étroites existant entre le Samoa, pays hôte du PROE, et le Secrétariat, et prend acte des activités menées conjointement et en partenariat avec les Samoa américaines avec le concours du PROE.





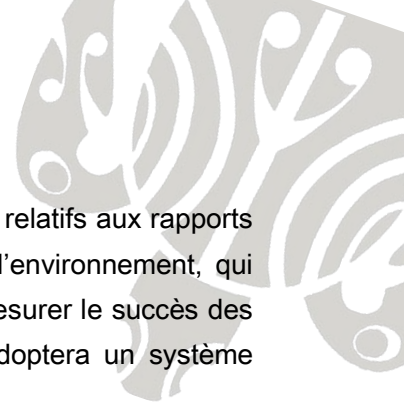
27. Le représentant des Samoa américaines encourage les pays insulaires à recourir aux programmes et à l'assistance technique fournie par le PROE. Il fait remarquer que son pays est dans une position délicate parce que l'assistance technique dont il bénéficie est fournie au travers de son association avec les États-Unis d'Amérique. Il exprime la reconnaissance de son pays aux États-Unis d'Amérique pour l'assistance qu'ils lui apportent, et se félicite des activités menées conjointement avec le Samoa. Les Samoa américaines se félicitent également de la visite du Directeur général et invitent celui-ci à assister à l'inauguration du premier immeuble écologique en octobre. Ce bâtiment pourrait servir de modèle de technologie verte dans le Pacifique.
28. Le représentant de Wallis et Futuna prend note de la contribution positive du Secrétariat à la région et indique que son administration s'est acquittée de ses contributions dans les délais impartis. Il observe toutefois que le rapport ne fait pas état des activités conduites sur le Territoire de Wallis et Futuna. Il demande au PROE d'apporter un soutien accru à Wallis et Futuna, en prenant note en particulier de la contribution de la France.
29. Le représentant de Kiribati prend acte de l'étroite collaboration de son pays avec le PROE dans les domaines techniques et financiers, ajoutant que le PROE lui a apporté une aide précieuse en vue de l'élaboration de sa Politique intégrée de l'environnement. Il apprécie la rapidité avec laquelle le PROE a répondu à sa demande, et prend acte du doublement de son concours technique et financier, particulièrement utile à des pays océaniques qui manquent de ressources.
30. Le représentant des Fidji exprime sa satisfaction à l'égard du rapport très détaillé du Directeur général, et observe qu'il contribue à faire mieux appréhender le volume de travail et les responsabilités du Secrétariat. Il relève trois grandes questions, notamment les nouvelles initiatives, la présence sous-régionale et les contributions des Membres. Le représentant souligne le besoin de résoudre la question des contributions non acquittées compte tenu du besoin de mettre en œuvre ces nouvelles initiatives.
31. Le Secrétariat remercie les Samoa américaines et Wallis et Futuna qui se sont acquittés de leurs contributions, et reconnaît que l'insuffisance de l'aide apportée par le Secrétariat à Wallis et Futuna. Cela s'explique en partie par l'absence de personnel bilingue au sein du PROE, et le Secrétariat s'emploie à y remédier. Le Directeur général indique en outre que la capacité du Secrétariat à répondre aux demandes des Membres est tributaire des ressources de l'Organisation.
32. La Conférence :
- ***prend acte*** du rapport.



**Point 5.2 de l'ordre du jour : Rapport de suivi et d'évaluation des performances concernant le budget-programme pour 2011**

33. Conformément au Règlement intérieur de la Conférence du PROE, le Secrétariat présente son rapport de suivi et d'évaluation des performances pour 2011. Ce rapport permet à la direction de recenser les nouveaux défis et enjeux auxquels elle pourrait être confrontée et d'apporter des modifications dans les domaines où une amélioration pourrait s'avérer nécessaire en cours d'année. Le Secrétariat note que le rapport de 2011 est présenté en tenant compte de l'ancienne structure du PROE, qui a été remplacée par la structure organisationnelle approuvée par la 22<sup>e</sup> Conférence du PROE en 2011. À l'avenir, les rapports présentés aux Conférences du PROE suivront le format du Plan stratégique 2011-2015.
34. Le Secrétariat souligne l'utilité du rapport, en particulier pour veiller à la transparence de son fonctionnement. Il exprime le désir que cette évaluation interne soit accompagnée, grâce à l'appui des donateurs et à l'obtention des fonds nécessaires, d'évaluations indépendantes et régulières de différents aspects de son travail.
35. Le représentant des États-Unis d'Amérique évoque le nouveau site web en faisant remarquer que son pays, et d'autres, n'y sont pas mentionnés en tant que Membres du PROE. Le Secrétariat présente ses excuses et indique que ces omissions seront immédiatement corrigées.
36. Répondant à une question des États-Unis d'Amérique, de Nioué et du Samoa concernant l'écart entre les financements de base et des programmes, le Secrétariat indique que le financement de base provient des contributions des Membres tandis que le financement des programmes provient des donateurs et autres partenaires. Ces questions seront examinées à d'autres points de l'ordre du jour, dans le cadre desquels une faible augmentation des contributions sera demandée. Cette augmentation proposée permettra d'améliorer la responsabilité financière du PROE.
37. Le représentant du Samoa rend hommage aux efforts déployés par le Secrétariat pour rendre compte de ses activités et exprime sa reconnaissance aux donateurs et partenaires qui ont contribué au financement de l'Organisation. Il demande des précisions sur l'assistance juridique sollicitée par son pays auprès du Secrétariat concernant divers textes juridiques, dont une loi sur la gestion des déchets.
38. Le représentant de la Nouvelle-Zélande salue à son tour le travail du Secrétariat, en rappelant qu'il s'agit du dernier rapport annuel préparé dans le cadre du Plan stratégique actuel. Il ajoute qu'il attend beaucoup du nouveau format de présentation axé sur les résultats concrets des diverses interventions menées aux échelons nationaux et régionaux. Il confirme que la Nouvelle-Zélande adoptera un cycle de financement triennal à compter de 2013.






39. Le représentant des Fidji félicite à son tour le Secrétariat et évoque les débats relatifs aux rapports sur l'état de l'environnement menés dans le cadre du Forum océanien sur l'environnement, qui s'est particulièrement intéressé à l'utilisation de fiches de performance pour mesurer le succès des activités et leurs résultats. Il espère que le rapport de l'année prochaine adoptera un système semblable.
40. La représentante de l'Australie félicite le PROE pour son rapport en notant que les autres organisations du CORP ne fournissent pas d'informations aussi détaillées sur les pays.
41. La Conférence :
- ***prend acte*** du Rapport de suivi et d'évaluation des performances concernant le budget-programme pour 2011.

**Point 5.3 de l'ordre du jour : Comptes annuels vérifiés pour l'exercice 2011**

42. Conformément au Règlement financier, le Secrétariat présente ses comptes annuels vérifiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, qui ont été établis en conformité avec les normes internationales d'information financière (IFRS). Les commissaires aux comptes ont certifié sans réserve les opérations financières du Secrétariat pour 2011.
43. Le représentant de Nioué félicite le PROE pour son rapport financier, et observe que celui-ci témoigne d'un engagement résolu de la part du Directeur général et de l'efficacité de la gestion financière de l'organisation. Il observe en outre que, malgré une augmentation substantielle des fonds alloués aux programmes, les effectifs n'ont pas changé dans le domaine financier, ce qui le conduit à penser que les membres de l'équipe travaillent de manière plus rationnelle ou bien qu'ils sont surchargés. Il préconise d'envisager soit l'octroi de primes aux agents concernés, soit le recrutement d'agents supplémentaires. Il note en outre avec satisfaction le travail accompli par la Conseillère financière et son équipe.
44. Le représentant des Îles Cook fait siennes les observations de Nioué, et félicite l'équipe des finances pour le rapport présenté.
45. Le représentant de la Nouvelle-Calédonie note avec satisfaction que le rapport contient un tableau qui indique le montant que le PROE investit au profit de chaque Membre. Il ajoute que cela donne une idée claire de ce que le PROE fait dans les États et Territoires membres.

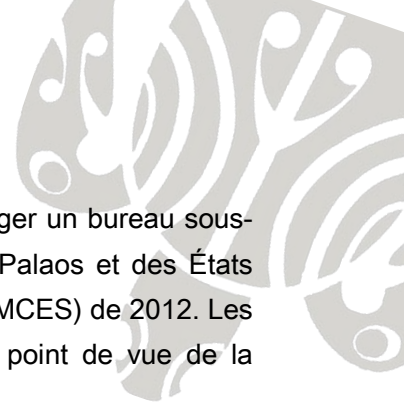


- 
46. Le représentant du Samoa félicite également le PROE, en particulier l'équipe des finances, pour la qualité du rapport. Il évoque les rapports financiers établis pour les deux conventions (celles de Waigani et de Nouméa) et observe que les aspects financiers relatifs aux conventions et les finances globales du Secrétariat sont traités en bloc. Il note que, si certains pays (le Samoa par exemple) semblent avoir versé une contribution statutaire excessive en 2010, cela s'explique probablement par les contributions versées par cette Partie au titre des deux conventions. Il suggère de préciser à l'avenir la nature de ces contributions et de les mettre en évidence distinctement de la contribution annuelle versée au PROE. Le Secrétariat convient de traiter ce problème.
47. Le Directeur général indique que, comme l'ont observé les commissaires aux comptes, le processus de gestion du changement met l'accent sur l'amélioration de la gestion financière. Il reconnaît aussi que les effectifs posent un problème permanent, mais que le Secrétariat a récemment franchi une étape décisive en recrutant un auditeur interne qui travaille en étroite collaboration avec la Conseillère financière.
48. La Conférence :
- **adopte** les états financiers vérifiés et le rapport des commissaires aux comptes pour 2011.

**Point 6.1 de l'ordre du jour :      Renforcement des liens régionaux**

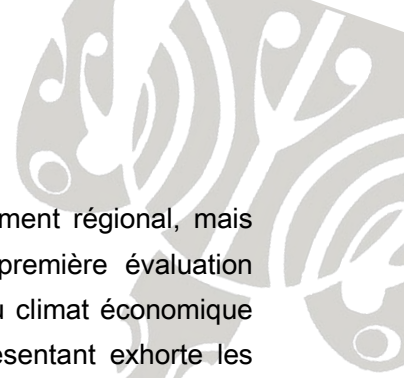
49. Le Secrétariat présente le rapport des consultants qui examine les coûts et avantages de divers modes d'établissement d'une présence sous-régionale pour le renforcement des liens régionaux et l'amélioration de l'accès des Membres aux services du PROE.
50. Plusieurs options sont examinées en détail dans le document 23CP/Représentants Officiels/DT.6.1 : 1) hébergement conjoint avec d'autres organisations régionales aux États fédérés de Micronésie, aux Îles Marshall, à Vanuatu ou aux Îles Salomon ; 2) établissement d'un organe autonome ou bureau de pays dans six pays ; 3) nomination par le PROE de chargés de pays dans les petits États insulaires ; 4) maintien du statu quo ; 5) établissement d'une présence régionale ou sous-régionale axée sur les projets ; 6) tenue régulière de forums sous-régionaux, en particulier pour les Membres du Pacifique Nord ; 7) élaboration par le PROE de stratégies axées sur des pays spécifiques ; 8) détachement d'agents techniques du PROE auprès d'organismes d'exécution aux Îles Marshall ou aux États fédérés de Micronésie jusqu'à la fin de la période visée par le plan stratégique actuel. Les quatre premières options s'inspirent des recommandations du rapport Gowty publié antérieurement.
51. Le Secrétariat précise que ce rapport avait pour but de présenter les diverses options envisageables et de fournir les informations les plus complètes possible pour permettre aux Membres de prendre une décision ; il souhaite rester neutre quant au choix de l'option la plus souhaitable.





52. Le représentant des Îles Marshall, appuyé par Nauru, se déclare prêt à héberger un bureau sous-régional à Majuro. Il ajoute que cette idée a reçu l'aval des présidents des Palaos et des États fédérés de Micronésie lors du Sommet des hauts responsables micronésiens (MCES) de 2012. Les Îles Marshall ont présenté une lettre à ce sujet, et souhaitent connaître le point de vue de la Conférence du PROE sur la suite à donner à l'offre qu'elles ont soumise.
53. Le représentant des États-Unis se déclare favorable à l'idée d'une présence sous-régionale et en reconnaît la valeur. Il rappelle toutefois que les ressources du budget de base sont fixes et que, si la décision est adoptée, d'autres activités du PROE devront être abandonnées pour financer les coûts associés.
54. Le représentant de la Nouvelle-Zélande se montre préoccupé par les incidences budgétaires possibles du projet, compte tenu en particulier d'autres points de l'ordre du jour concernant l'augmentation des contributions des Membres. Il demande des précisions sur le fonctionnement du modèle du Secrétariat du Forum pour les petits États insulaires.
55. Le représentant des Samoa américaines fait observer que beaucoup de pays n'ont toujours pas versé leurs contributions obligatoires ; il s'oppose à l'idée d'une présence sous-régionale en raison des doubles emplois qu'elle entraînerait. Si on juge néanmoins utile de poursuivre cette idée, il propose de doubler ou de tripler les contributions des pays qui en bénéficieront. Il juge enfin qu'il sera nécessaire de se pencher plus avant sur les incidences budgétaires d'un tel projet.
56. Le représentant de la France juge que les analyses présentées sur les diverses options envisageables permettent d'avoir une idée précise de leurs possibles incidences budgétaires. Il ajoute que même si elle s'est maintes fois prononcée en faveur d'un renforcement des services fournis à la région, la Conférence a toujours fini par juger que l'idée d'une présence sous-régionale devrait faire l'objet de plus amples débats. Il rappelle que toute décision à ce sujet devrait tenir compte des financements disponibles en excluant toute nouvelle augmentation des contributions des Membres.
57. Le représentant des Tonga s'interroge sur l'efficacité et l'efficience d'un bureau sous-régional. Il ajoute qu'il conviendrait d'en établir clairement le mandat afin d'éviter les doubles emplois. Il rappelle qu'une autre organisation du CORP a déjà tenté une expérience semblable qui s'est soldée par des chevauchements et par la confusion des rôles.
58. Le représentant des Fidji se déclare en faveur de la collaboration et signale que les États membres du Groupe du fer de lance mélanésien attendent avec intérêt les conclusions de ce débat qui alimenteront les discussions des ministres mélanésiens de l'environnement, plus tard en 2012.





59. Le représentant de la Nouvelle-Calédonie se déclare en faveur du renforcement régional, mais rappelle que la situation économique a évolué depuis 2009, lorsque la première évaluation institutionnelle a conclu à la nécessité d'un tel renforcement. Compte tenu du climat économique actuel, la création d'une entité sous-régionale paraît impossible, et le représentant exhorte les Membres à parvenir rapidement à un consensus sur cette question pour éviter de nouveaux délais.
60. Le représentant du Samoa appuie l'idée d'un renforcement de la présence régionale ; il souligne la nécessité d'examiner plus avant les options de financement des diverses options proposées. Il ajoute que la compartimentation du PROE en unités sous-régionales pourrait compromettre son efficacité à long terme. Le Directeur général suggère aux participants de convenir d'abord de l'option à retenir pour se pencher ensuite sur une stratégie de mobilisation des financements requis.
61. Le représentant de la Polynésie française appuie le principe d'un renforcement des liens régionaux, mais se demande si cela est vraiment nécessaire compte tenu des effectifs du PROE. Il désapprouve l'idée d'établir des bureaux sous-régionaux à cause des incidences financières prévisibles d'un tel changement.
62. Le représentant des États fédérés de Micronésie prie instamment les Membres de songer aux avantages prévisibles d'une présence sous-régionale avant de rejeter l'idée pour des motifs financiers. Il fait valoir que certains des avantages potentiels du projet pourraient ne devenir évidents que plus tard au cours du processus.
63. Réagissant à certaines des préoccupations soulevées, le Secrétariat précise que le rapport n'a formulé aucune recommandation particulière, et qu'il s'est borné à présenter diverses options envisageables ainsi que les coûts afférents déterminés dans le contexte d'une analyse coûts-avantages, conformément au mandat qui lui avait été confié par les Membres lors d'une conférence antérieure du PROE. Le Secrétariat insiste sur le fait qu'il souhaite rester neutre sur cette question et qu'il s'engage à promouvoir le renforcement des services aux Membres peu importe l'option retenue. Il rappelle que l'hébergement d'une organisation comporte des obligations pour le pays hôte, et que le budget de 2013 ne prévoit aucune disposition relative à une présence sous-régionale.
64. Les discussions se trouvant dans l'impasse, la Présidente décide de constituer un groupe de travail comprenant l'Australie, les Îles Marshall, Nauru, la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zélande, le Samoa et les Tokélaou, pour examiner plus avant les options et soumettre des recommandations concrètes à la plénière.
65. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, en tant que président du groupe de travail, rend compte de ses débats en précisant qu'un véritable consensus s'est dégagé quant à la voie à suivre.



66. La Conférence :

- ***prend acte*** du rapport du consultant de KVA ;
- ***recommande*** l'affectation de chargés de pays techniques, sous contrat avec le PROE, aux États fédérés de Micronésie et aux Îles Marshall pour une période d'essai d'un an, sous réserve des financements disponibles dans le budget existant du PROE ;
- ***demande*** au Secrétariat de négocier et de préparer des accords de siège appropriés avec les deux gouvernements ;
- ***convient*** d'envisager à nouveau l'établissement d'un bureau sous-régional dans le Pacifique Nord, lors de la session de 2014, sur la base des ressources disponibles et d'une analyse coûts-avantages actualisée ; et
- ***recommande*** que le Secrétariat étudie des mécanismes de partenariat avec le Secrétariat du Groupe du fer de lance, pour améliorer la coordination et la prestation de services aux Membres du Pacifique Sud-Ouest.

**Point 6.2 de l'ordre du jour : Cadre de suivi et d'évaluation du PROE**

67. Le Secrétariat informe les Membres qu'un cadre de suivi et d'évaluation a été élaboré, et présente plusieurs documents clés qu'il soumet à la Conférence pour examen :

1. un cadre global de gestion des performances,
2. des procédures de mesure des résultats des projets et activités,
3. un modèle de plan de travail pour le suivi et l'évaluation des projets et activités,
4. un modèle révisé de rapport de suivi et d'évaluation des performances, applicable à compter de 2013, et
5. la création d'un groupe interne d'examen et de suivi des projets.

68. Le Secrétariat fait remarquer que le cadre permettra de s'assurer que la mise en œuvre des programmes du PROE, tous niveaux confondus, est axée sur les résultats et de mesurer, dans le court terme et le plus long terme, les résultats et l'efficacité des interventions du PROE.

69. Le cadre tient compte de la nécessité d'établir un lien entre les besoins institutionnels du Secrétariat en matière de suivi et d'évaluation et le suivi régional et national de l'environnement, en vue de l'évaluation des progrès accomplis au regard des objectifs environnementaux régionaux. Cela nécessite l'adoption d'indicateurs appropriés dans les trois domaines suivants : suivi institutionnel des activités, produits et résultats et établissement des rapports connexes (Secrétariat) ; mesure des performances et des réalisations des pays en matière d'environnement ; suivi et évaluation de l'environnement au niveau régional et établissement des rapports connexes par le Secrétariat, en collaboration avec les Membres et les partenaires.



70. Le Secrétariat indique qu'il a commencé à mettre au point une méthode acceptable de suivi permanent des résultats obtenus en matière d'environnement, à l'échelon national et régional. Il a été débattu de cette méthode dans le cadre du Forum océanien sur l'environnement 2012.

71. Le Secrétariat se félicite de l'aide apportée par le Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce en vue de l'élaboration d'un cadre de suivi et d'évaluation axé sur les résultats. Il prend acte des travaux menés en collaboration par le PROE et le Programme « Fit for Funds » de l'École de Francfort (décrit dans le document 23CP/Représentants officiels/DT.9.2.1) qui permettront d'affiner le cadre conformément aux normes et critères de suivi et d'évaluation qu'appliquent les institutions de financement multilatérales telles que le FEM et le Fonds pour l'adaptation. Ces améliorations faciliteront les démarches du PROE auprès de ces deux entités.

72. Les travaux en cours portent aussi sur les aspects suivants :

1. élaboration d'indicateurs de résultats types pour chaque priorité stratégique, en vue de l'agrégation systématique des données à l'échelle de l'Organisation ;
2. conclusion d'un accord avec les Membres sur la procédure à retenir pour le suivi des impacts à long terme de l'aide/des interventions du PROE après l'achèvement des programmes, projets et activités financés ;
3. conclusion d'un accord avec les Membres sur les indicateurs environnementaux nationaux et régionaux relatifs aux évaluations objectives des résultats du Plan stratégique à moyen et à long terme.

73. Le représentant de la Nouvelle-Calédonie remercie le Secrétariat et se félicite du concours de la Nouvelle-Zélande.

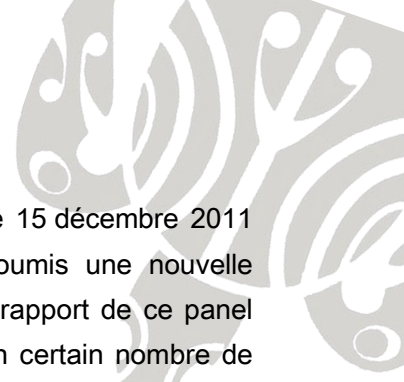
74. La Conférence :

- ***approuve*** le cadre de suivi et d'évaluation présenté.

**Point 6.3 de l'ordre du jour : Demande d'accréditation du PROE en tant qu'entité de projet du FEM**

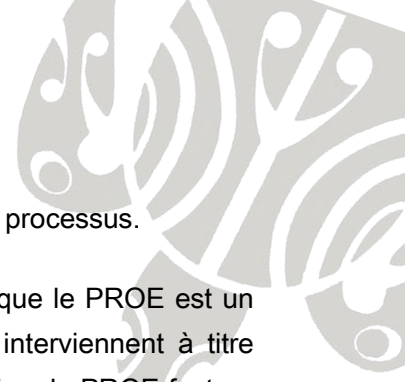
75. Le Secrétariat dresse le bilan des progrès accomplis dans sa démarche de demande d'accréditation du PROE en tant qu'entité de projet du FEM. Il rappelle qu'il avait reçu pour directive lors de la 22<sup>e</sup> Conférence du PROE de présenter une telle demande dans le cadre du projet pilote d'accréditation des entités de projet du FEM. L'objectif global consiste à accroître la proportion des financements du FEM disponibles pour les pays insulaires océaniques membres du PROE. Le document de travail 6.3 décrit ce processus en détail.





76. Le Secrétariat informe la Conférence qu'il a soumis sa demande (phase I) le 15 décembre 2011 puis, après avoir pris reçu les observations du Secrétariat du FEM, a soumis une nouvelle demande (phase II) le 21 mai 2012. Le Conseil du FEM s'est appuyé sur le rapport de ce panel pour évaluer la demande d'accréditation du PROE (phase I), et a recensé un certain nombre de domaines dans lesquels il faudrait apporter des améliorations avant que l'examen de la demande du PROE puisse aller de l'avant : respect des critères de sauvegarde au plan environnemental ; respect des normes fiduciaires et des lignes directrices concernant le développement, le suivi et l'évaluation des projets.
77. Le Secrétariat précise qu'il s'emploie actuellement, en collaboration avec le Secrétariat du FEM, à obtenir une l'assistance pour procéder aux améliorations demandées en préparant un projet de moyenne envergure à temps pour la deuxième ronde d'accréditations (dont la date sera fixée en novembre 2012 par le Conseil du FEM à sa 43<sup>e</sup> session). Le formulaire d'identification du projet de moyenne envergure sur le renforcement des capacités a été présenté à la Directrice générale du FEM le vendredi 27 juillet 2012. Le Secrétariat souligne que le PROE est la seule organisation bénéficiant de ce type d'assistance du FEM.
78. Le Secrétariat indique également qu'il travaille avec le Centre de collaboration du PNUE basé à l'École de Francfort dans le cadre de la demande qu'il a présentée au Conseil du Fonds pour l'adaptation afin d'être accrédité en tant qu'institution régionale de mise en œuvre (voir 23CP/Représentants officiels/DT.9.2.4 pour plus de détails). Cette collaboration a permis au PROE de déterminer les mesures concrètes qu'il doit prendre pour se conformer aux conditions des projets du Fonds pour l'adaptation, aux critères fiduciaires applicables et aux exigences du FEM. Le Secrétariat veillera à ce que l'assistance fournie dans le cadre du projet de moyenne envergure soit étroitement liée et intégrée à l'assistance apportée par l'École de Francfort.
79. Le Secrétariat ajoute qu'il a recruté un auditeur interne qui l'aidera pour procéder aux améliorations supplémentaires requises en matières financières. Répondant à une question du représentant des Samoa américaines, il précise que le PROE et l'UE sont convenus de la nécessité de recruter un auditeur interne compte tenu de la petite taille du PROE. Le recours à un auditeur externe pourra être envisagé si la taille de l'Organisation augmente. Le Secrétariat déclare que le cadre d'audit et de contrôle interne est conforme aux normes internationales généralement acceptées.
80. Le Secrétariat évoque la création de la fonction d'audit interne au sein de l'Organisation ; l'élaboration d'une charte d'audit interne ; une charte pour le comité d'audit interne ; une politique et un plan de contrôle interne pour répondre aux exigences du FEM ; et un processus efficace de suivi et d'évaluation. Il rappelle enfin que cette procédure d'accréditation, si elle est menée à bon terme, aura des répercussions financières.





81. Les Membres félicitent le Secrétariat de son travail et expriment leur soutien au processus.
82. Répondant à une question du représentant de Nioué, le Secrétariat explique que le PROE est un organe d'exécution, tandis que la Banque mondiale, le PNUE et le PNUD interviennent à titre d'organismes d'application des programmes du FEM. À titre d'organe d'exécution, le PROE facture des frais de gestion d'environ 6 %, et les pays bénéficiaires reçoivent le reste des financements alloués. Le Secrétariat précise que ce taux de 6 % s'applique uniquement aux frais de fonctionnement, et non aux financements destinés aux pays. Il ajoute que le PNUD impose des frais de gestion de 10 % pour l'exécution des projets du FEM.
83. Le représentant des Tonga recommande d'ajouter une étape d'évaluation supplémentaire à l'échelle internationale — en sus des évaluations nationales et régionales et des évaluations du PROE. Il suggère également d'utiliser des instruments juridiques plus contraignants comme ceux prévus par la Convention de Nouméa. Le représentant demande des précisions sur le type de soutien dont le PROE doit bénéficier pour devenir une entité de projet du FEM et s'il existe un modèle que les pays pourraient utiliser pour exprimer leur soutien.
84. Le représentant des États-Unis se demande si le PROE sera une entité de projet du FEM avant la fin de la sixième période de reconstitution des ressources du FEM.
85. Le représentant de Nauru recommande que le PROE sollicite l'appui des Membres qui participent à des réunions auxquelles des représentants du FEM sont également conviés. Les pays membres pourraient également mobiliser leurs propres représentants au sein du Conseil du FEM. Il serait utile selon lui d'insister constamment sur le fait que le processus est pris en charge par les pays et qu'il profite à ces derniers.
86. Répondant à une question du représentant de la Nouvelle-Zélande, le Secrétariat précise qu'à sa connaissance aucune autre organisation régionale ou sous-régionale n'a jusqu'à maintenant obtenu l'accréditation du FEM.
87. Le représentant de Tuvalu appuie ce processus, mais s'inquiète de voir le Secrétariat y consacrer énergie et ressources au détriment de l'assistance technique qu'il est censé fournir aux Membres.
88. Répondant à une question du représentant des Îles Marshall, le Secrétariat explique que le processus d'accréditation du FEM est distinct et indépendant de sa demande d'accréditation en tant qu'institution régionale de mise en œuvre du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto. Cependant, les exigences posées dans les deux cas étaient semblables, et il était donc valable de mener les deux dossiers en parallèle pour ainsi économiser temps et ressources.



89. La Conférence :

- ***prend acte*** des progrès réalisés par le Secrétariat et ***encourage*** ce dernier à achever ce travail le plus rapidement possible ;
- ***encourage*** les Membres du PROE qui sont également membres du FEM à apporter leur ferme soutien à la demande d'accréditation du PROE en tant qu'entité de projet du FEM, conformément aux critères d'accréditation établis par le Conseil du FEM ;
- ***encourage*** les donateurs et les partenaires intéressés à ***appuyer*** la mise en œuvre de toute norme, règle ou structure opérationnelle nouvelle par le biais de détachements ou d'un appui financier ;
- ***prend note*** de la création d'une fonction d'audit interne au sein du Secrétariat.

**Point 7.1 de l'ordre du jour : Rapport sur les contributions des Membres**

90. Conformément à l'article 14 du Règlement financier, le Secrétariat présente un rapport sur l'encaissement des contributions des Membres au 30 juin 2012 et fait le point sur les contributions reçues à la fin de 2011. Un tableau récapitulatif figure également dans le document 23CP/Représentants officiels/DT.7.1.

91. Plusieurs Membres fournissent des précisions concernant leurs contributions non acquittées. De nombreux Membres indiquent également que des versements ont été récemment effectués et que les chiffres apparaissant dans le tableau récapitulatif devraient donc être modifiés en conséquence. Les Membres s'accordent à dire que le Secrétariat devrait poursuivre ses efforts pour recouvrer les contributions non acquittées.

92. Le représentant des Fidji se félicite des succès remportés dans son pays pour sensibiliser le gouvernement au besoin de débloquer des fonds à cette fin, et propose que le Secrétariat aide les Membres en menant des actions de sensibilisation à cet effet.

93. Le Secrétariat fait observer que le paiement des contributions non acquittées relève de la responsabilité collective du Secrétariat et des Membres et prie instamment les représentants de relancer leurs gouvernements à ce sujet une fois de retour dans leur pays.

94. La Conférence :

- ***s'engage*** individuellement et collectivement à ce que la totalité des contributions actuelles et non acquittées soit payée en 2012.

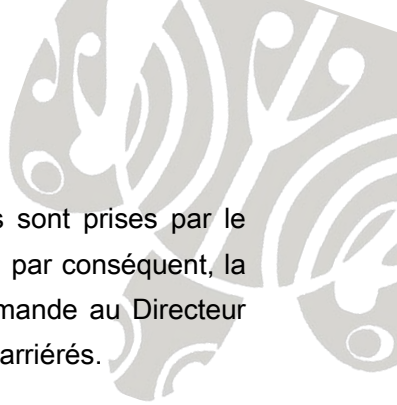




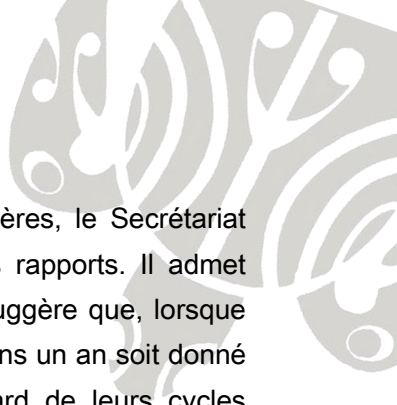
**Point 7.2 de l'ordre du jour : Augmentation des contributions des Membres**

95. Le Secrétariat donne des informations générales sur les contributions des Membres du PROE et sollicite l'approbation de leur augmentation de vingt pour cent par la Conférence.
96. Le Secrétariat évoque l'augmentation des prestations de services fournis aux Membres océaniques au cours des cinq dernières années, et observe que cette évolution a permis au PROE de mieux attirer et catalyser vers la région des flux financiers dans les domaines relevant de son mandat, entraînant ainsi un renforcement de l'assistance fournie aux États et Territoires océaniques membres. En outre, le processus de gestion du changement engagé par le PROE depuis trois ans a permis de mieux cibler les activités de l'Organisation et d'améliorer son efficacité interne pour veiller à ce que la majorité des financements reçus soit utilisée pour répondre aux priorités des Membres insulaires océaniques.
97. Bien que cet accroissement du soutien des bailleurs de fonds et des partenaires soit le bienvenu, le financement de base assuré par les contributions des Membres n'a pas évolué depuis 2004. Le financement de base couvre en grande partie les dépenses de fonctionnement de base de l'Organisation (gestion financière, gestion des ressources humaines et autres services essentiels). Le Secrétariat souligne que la stagnation du financement de base limite la capacité du PROE d'appuyer l'exécution de programmes dans les pays membres. Il rappelle la décision prise par la dix-neuvième Conférence (2008), lors de laquelle les Membres avaient rappelé la nécessité de pouvoir compter sur une organisation environnementale régionale résolue à assurer sa gestion et son financement adéquats. Le Secrétariat indique toutefois que le niveau des contributions des Membres n'a pas évolué depuis cette Conférence.
98. Le Secrétariat invite les Membres à envisager une augmentation de 20 pour cent de leurs contributions, en précisant que cela se traduirait par une augmentation moyenne d'environ 2 037 dollars É.-U. pour les petits États insulaires, et de 4 072 dollars pour les autres Membres.
99. En réponse à des questions posées par Nioué et le Samoa, le Secrétariat indique que, malgré des augmentations des fonds alloués aux projets (exécution) et des honoraires de gestion, ces fonds sont précisément affectés à la gestion de projets et ne sont pas mis à la disposition des services administratifs dans leur ensemble.
100. Le représentant des États-Unis d'Amérique appelle à une croissance budgétaire nulle et déclare que son pays ne peut souscrire à cette proposition.
101. Les Fidji et les États fédérés de Micronésie indiquent pour leur part qu'ils ne sont pas en mesure d'accepter l'augmentation proposée car leur budget national pour l'exercice 2013 a déjà été approuvé. Les Fidji soulignent l'intérêt de sensibiliser les pouvoirs publics à la nécessité d'augmenter les contributions des Membres et encouragent le Secrétariat à le faire.



- 
102. Le représentant des Îles Cook indique que toutes les décisions budgétaires sont prises par le ministère des Affaires étrangères et non par celui de l'Environnement, et que, par conséquent, la délégation n'est pas habilitée à prendre position sur la proposition. Il recommande au Directeur général de se rendre dans les pays pour essayer de résoudre le problème des arriérés.
103. Le représentant de Wallis et Futuna s'interroge sur le bien-fondé d'une augmentation des contributions alors que les dettes ne sont pas acquittées. Il note en outre que le versement de la contribution du Territoire pour 2010 n'a pas été comptabilisé.
104. Le représentant des Samoa américaines reconnaît que la question des arriérés est délicate et sensible pour le Secrétariat, et il exhorte celui-ci à établir un calendrier de règlement des arriérés, après une intervention personnelle du Directeur général. Il recommande aussi de former une commission de travail chargée d'examiner le problème et de formuler des recommandations, et suggère de profiter de la réunion ministérielle à cet effet.
105. Le représentant de la France indique que son pays ne sera pas en mesure d'approuver une augmentation des contributions tant qu'il subsistera des arriérés et avant qu'une méthode cohérente de remboursement des dettes ne soit mise au point.
106. Les représentants de la Nouvelle-Calédonie, de Kiribati et des Tokélaou souscrivent résolument aux recommandations du Secrétariat, en observant que l'augmentation envisagée est un moyen de renforcer l'efficacité du PROE et de reconnaître le travail de l'Organisation. Le représentant de la Nouvelle-Calédonie déclare aussi que l'augmentation proposée s'inscrit dans le droit fil du soutien financier apporté à d'autres organisations régionales. Le représentant de Kiribati encourage en outre le Secrétariat à trouver une stratégie de collaboration avec les Membres pour que ceux-ci règlent leurs arriérés.
107. Le représentant de la Polynésie française suggère d'étaler l'augmentation éventuelle sur une période de deux à trois ans. Il souligne que toute augmentation financière devrait servir à aider les Membres qui se sont acquittés de leurs arriérés, y compris les Territoires français, et à améliorer la traduction des documents officiels en français. Il insiste également sur le fait que les augmentations ne doivent pas servir à financer des antennes sous-régionales.
108. Le représentant de Tuvalu reconnaît le rôle important que joue le PROE dans la prestation de services techniques environnementaux dans la région et demande des précisions sur l'utilisation envisagée de l'augmentation.



- 
109. Le représentant de l'Australie reconnaît que, malgré ses contraintes financières, le Secrétariat fournit des services tangibles et a sensiblement amélioré la qualité de ses rapports. Il admet toutefois que les pays ont besoin de temps pour planifier leurs activités et suggère que, lorsque des mesures budgétaires de cette nature sont proposées, un préavis d'au moins un an soit donné aux Membres afin qu'ils aient le temps d'examiner la proposition au regard de leurs cycles budgétaires.
110. Le représentant de Nioué prend note de l'augmentation de la charge de travail que subira le PROE au cours des prochaines années, et souscrit à la proposition dans son principe, mais indique qu'il appartiendra aux autorités de son pays de donner leur accord. Nioué est également partisan du préavis d'un an proposé par l'Australie.
111. Le représentant du Royaume-Uni préconise de différer la décision d'un an, pour permettre au Secrétariat de présenter des arguments plus convaincants. Il suggère au Secrétariat de dresser une liste des activités qui pourront ou non être financées si les contributions des Membres ne sont pas augmentées. La Nouvelle-Zélande souscrit à cette motion.
112. Le Secrétariat note que, pour des raisons fiduciaires, le PROE est tenu de mieux équilibrer son budget ordinaire par rapport aux dépenses relatives aux projets, et il souligne que les fonds alloués aux projets et les honoraires de gestion administrative sont spécifiquement destinés à la gestion de ces projets et ne sauraient être transférés au budget global de l'Organisation. Le Secrétariat accepte la suggestion d'élaborer un mémoire sur la base de la proposition soumise, tout en tenant compte de l'évolution récente des besoins de l'Organisation. Le coût d'élaboration de ce mémoire sera supporté par le budget existant car ce document sera établi par le personnel du PROE.
113. La Conférence :
- ***prend acte*** de l'importance du financement de base pour la viabilité du PROE et du fait que les contributions des Membres sont restées inchangées depuis 2004 ; et
  - ***invite*** le Secrétariat à élaborer d'ici trois mois un mémoire sur les conséquences de la stagnation des contributions des Membres depuis 2004 sur le travail du PROE.

**Point 8.1 de l'ordre du jour :            Rapport de la Conférence des Parties à la Convention de Waigani**

114. Le rapport de la sixième Conférence des Parties à la Convention de Waigani, tenue le jeudi 30 août et le lundi 3 septembre, est présenté par l'Australie, qui en a assuré la présidence.



115. La Conférence :

- ***prend acte*** du rapport de la sixième Conférence des Parties à la Convention de Waigani.

**Point 8.2 de l'ordre du jour :      Rapport de la Conférence des Parties à la Convention de Nouméa**

116. Le rapport de la 11<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention de Nouméa, tenue le vendredi 31 août, est présenté par la France, qui en a assuré la présidence.

117. La Conférence :

- ***prend acte*** du rapport de la 11<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention de Nouméa.

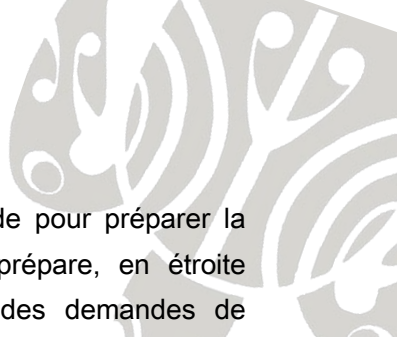
**Point 9.1.1 de l'ordre du jour :      Neuvième Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées (novembre 2013)**

118. Le Secrétariat informe les Membres des dispositifs proposés en vue de la tenue, en novembre 2013, de la neuvième Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées, en notant que le PROE est l'organisation chef de file chargée de la coordination de cette conférence. La dernière conférence s'est tenue à Alotau (Papouasie-Nouvelle-Guinée), en octobre 2007, et a attiré plus de 400 participants malgré les difficultés d'accès.

119. Le Secrétariat note que des initiatives et partenariats de conservation de la nature n'auraient jamais vu le jour sans ces conférences, au cours desquelles est élaborée la Stratégie d'action quinquennale pour la conservation de la nature. Il évoque également plusieurs initiatives et activités découlant directement de ces conférences.

120. La prochaine conférence se tiendra aux Fidji en novembre 2013 et sera organisée par le gouvernement fidjien et le PROE en association avec la Table ronde pour la conservation de la nature. Le but de la conférence est de définir de nouvelles cibles et actions en matière de conservation et d'aires protégées, sur la base desquelles sera élaborée la prochaine Stratégie d'action pour la conservation de la nature dans la région des îles du Pacifique.



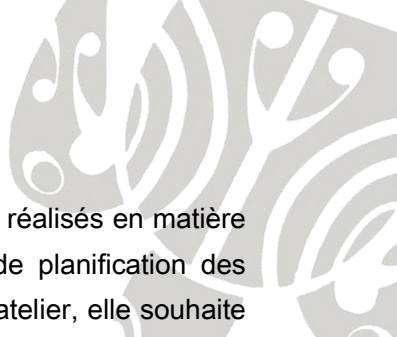
- 
121. Un document, élaboré par le Secrétariat et des membres de la Table ronde pour préparer la Conférence, est présenté à la Conférence. Le Secrétariat indique qu'il prépare, en étroite coopération avec les Membres du PROE et ceux de la Table ronde, des demandes de financement visant la mobilisation de 500 000 dollars É.-U. pour la conférence. Une assistance complémentaire a également été reçue de *New Zealand Volunteer Services Abroad*, qui finance un poste de volontaire pour une période de 18 mois en vue de l'organisation de la conférence.
122. Le représentant des Îles Cook manifeste son soutien total à la conférence et demande aux organismes donateurs d'envisager d'y apporter leur aide. Il évoque la récente ouverture du parc marin des Îles Cook et indique que la conservation du milieu marin est une priorité de la région.
123. La représentante des Fidji informe les Membres des préparatifs en vue de la conférence, en précisant que celle-ci a été approuvée par le gouvernement et qu'une enveloppe budgétaire lui a été affectée, et qu'un comité d'organisation interne a été mis en place et communique étroitement avec le Secrétariat pour veiller à leur compréhension commune des besoins et objectifs.
124. Les représentants des États-Unis d'Amérique, de Kiribati, du Samoa et des Samoa américaines manifestent leur soutien à la conférence.
125. La représentante de Kiribati observe que la conférence doit élaborer une stratégie quinquennale sur les activités régionales de conservation de la nature et encourage le Secrétariat à envisager l'amélioration des synergies entre la biodiversité et le changement climatique. Elle invite le PROE à formuler une stratégie concrète pour les cinq années à venir et demande que les possibilités de mise en œuvre pratique dans les pays soient également prises en compte. Elle invite les donateurs et partenaires à fournir un financement à la conférence mais aussi aux activités ultérieures.
126. Le représentant du Samoa se félicite de la proposition d'accueillir une réunion ministérielle pendant la conférence en observant que cela permettrait de lui donner une plus grande importance. Il demande des précisions sur le financement des délégations nationales. Le Secrétariat répond que les financements sollicités ont pour objet de permettre la participation des pays.
127. La Conférence :
- **approuve** le document conceptuel relatif à la neuvième Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées ; et
  - **apporte tout son soutien** au Secrétariat pour lui permettre d'atteindre les résultats escomptés de la neuvième Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées ; et
  - **accueille avec satisfaction et encourage la poursuite des efforts financiers consentis** par les partenaires et les donateurs pour garantir la planification et le déroulement efficaces de la Conférence.



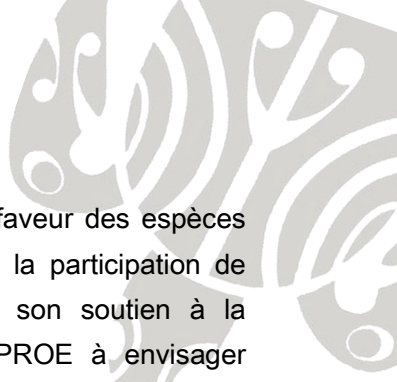
#### Point 9.1.2 de l'ordre du jour : Plans d'action régionaux sur les espèces marines 2013-2017

128. Le Secrétariat présente la version révisée des plans d'action régionaux sur les espèces marines pour les cinq prochaines années (2013-2017), en notant que le PROE coordonne la mise en œuvre de plans d'action régionaux quinquennaux sur les espèces marines, qui sont axés sur trois groupes d'espèces dont la conservation est préoccupante : les dugongs, les tortues marines et les cétacés (baleines et dauphins). Le Plan révisé a été élaboré à la suite d'une vaste consultation régionale des Membres et partenaires du PROE et d'une importante réunion d'examen tenue à Nadi (Fidji) en mars 2012.
129. Les travaux du PROE sur les espèces marines ont été réalisés dans le cadre des conventions sur les espèces, notamment la Convention sur les espèces migratrices (CMS), qui finance le poste d'un agent au sein du PROE, et la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES).
130. Le représentant des États-Unis d'Amérique félicite le Secrétariat pour son travail dans ce domaine, et indique que, malgré les observations transmises auparavant à propos des plans d'action, il serait bon d'avoir l'occasion de formuler d'autres remarques par écrit. Il observe que beaucoup d'actions sont jugées « hautement » prioritaires, et préconise d'appliquer un barème de notation différent afin de distinguer les degrés d'urgence élevé, moyen et faible. Le Secrétariat indique que l'on a essayé de tenir compte de toutes les priorités nationales, ce qui explique peut-être le fait que de nombreuses actions sont considérées comme « hautement » prioritaires.
131. Le représentant des États-Unis d'Amérique exprime son intérêt pour la question des prises accessoires de baleines et de dugongs et, compte tenu des directives, demande de quelle manière son pays pourrait contribuer aux travaux effectués dans ces domaines.
132. Le représentant de la Nouvelle-Zélande indique que les Directives sur l'observation des baleines ont été récemment révisées aux Tonga et qu'elles pourraient être communiquées à d'autres Membres.
133. S'agissant des tortues marines, le représentant des États-Unis d'Amérique indique que la NOAA a apporté précédemment son concours au programme de marquage des tortues mis en œuvre par le PROE, mais il demande des précisions sur les modalités de collecte, de transmission et de communication des données. Le Secrétariat explique qu'il adresse un rapport annuel aux pays qui ont soumis des données, et que chaque pays est propriétaire de ses données. Il appartient donc à chaque pays de communiquer aux parties intéressées ses propres données concernant le marquage des tortues.

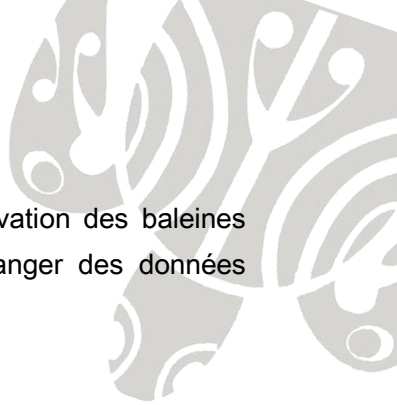


- 
134. Le représentant de la France félicite également le Secrétariat pour les travaux réalisés en matière de protection des espèces marines, et approuve les résultats de l'atelier de planification des actions à mener. Bien que la France n'ait pas été en mesure de participer à l'atelier, elle souhaite contribuer à l'élaboration des plans d'action. L'intervenant indique qu'il aurait été souhaitable de disposer de davantage de temps pour formuler des observations. Il aurait également été souhaitable de connaître à l'avance les résultats de la mise en œuvre des plans parvenus à expiration.
135. S'agissant du Plan d'action en faveur des tortues marines, le représentant de la France reconnaît l'importance des structures et des pratiques traditionnelles, mais conseille d'évaluer ces pratiques traditionnelles de gestion des espèces à la lumière des objectifs de conservation et de ne les encourager qu'à condition qu'elles soient compatibles avec ces objectifs. L'intervenant demande qu'un texte approprié, traduisant ce point de vue, soit inclus dans le Plan d'action.
136. Le représentant de la France exhorte les États de l'aire de répartition du dugong à signer le protocole d'accord relatif à la conservation des dugongs et encourage les États signataires à appliquer ce protocole d'accord. Le Secrétariat explique que tous les Membres potentiellement concernés ont signé ce protocole.
137. Le représentant de la France insiste sur la nécessité de ne pas développer les activités d'observation des dugongs au-delà d'un niveau compatible avec les objectifs de conservation.
138. Le représentant de la Polynésie française s'associe à d'autres Membres pour féliciter le Secrétariat pour l'excellence de l'atelier de planification, et prie instamment le Secrétariat de faire traduire les conclusions de l'atelier et les recommandations en français, vu les difficultés rencontrées par la Direction de l'environnement pour travailler sur la version anglaise. Il souligne en outre l'importance des Plans d'action régionaux, qui doivent servir de base à l'élaboration des plans d'action en Polynésie française. Il remercie aussi le Secrétariat pour le soutien constant qu'il apporte en faveur de la conservation des espèces marines sur le territoire de la Polynésie française.
139. Le représentant de la Nouvelle-Zélande félicite aussi le Secrétariat pour les plans d'action et note que son pays est heureux d'être le partenaire du PROE pour la conservation des tortues marines et la mise en œuvre du projet d'écotourisme aux Tonga, aux Fidji, à Kiribati et aux Îles Salomon. Ce projet étudiera les synergies possibles entre la conservation des tortues et les entreprises locales à l'appui des moyens de subsistance locaux. Il portera sur des activités d'éducation et de formation à l'intention des responsables communautaires du suivi, la gestion durable des tortues, des programmes d'écotourisme autour de la tortue sur certains sites, ainsi qu'un voyage d'étude à Vanuatu, où des programmes similaires sont déjà conduits.



- 
140. La représentante de Kiribati confirme qu'elle souscrit aux Plans d'action en faveur des espèces marines et remercie le Secrétariat et ses partenaires de s'être assurés de la participation de Kiribati au processus. Elle remercie la Nouvelle-Zélande d'avoir apporté son soutien à la conservation des tortues et au projet d'écotourisme. Elle encourage le PROE à envisager d'intégrer aux plans d'action la législation, les initiatives prises par les communautés et les notions de communication, d'éducation et de sensibilisation du public à tous les niveaux, afin de faciliter l'exécution des plans. Elle note qu'un projet de règlement sur les espèces protégées, rendant obligatoire la consultation des communautés, a été élaboré pour Kiribati, et que son pays profiterait grandement de l'intégration de la communication, de l'éducation et de la sensibilisation du public dans ce domaine.
141. La représentante de Kiribati encourage en outre le Secrétariat à envisager l'organisation d'un atelier d'échange technique à l'intention des Membres, ce qui permettrait aux homologues locaux de travailler sur d'autres sites intéressants de la région. Elle demande que l'on tienne compte des besoins des fonctionnaires et d'autres parties prenantes en matière de renforcement des capacités, afin qu'ils puissent contribuer au succès de la mise en œuvre des plans d'action à l'avenir.
142. La représentante des Fidji approuve le travail accompli par le Secrétariat en vue de l'élaboration des Plans d'action, ainsi que la contribution du Secrétariat à la ratification de la Convention sur les espèces migratrices (CMS). Elle précise que l'instrument de ratification des Fidji sera soumis au Conseil des Ministres en septembre.
143. Le représentant de la Nouvelle-Calédonie indique qu'un partenariat a été mis sur pied en 2008 avec le WWF-Province Sud et *Opération Cétacés*, qui a débouché sur l'élaboration d'une charte, ainsi que l'adoption et l'application de bonnes pratiques d'observation des baleines.
144. En réponse à une question de l'Australie concernant la nature des amendements proposés par les États-Unis d'Amérique et la France, le représentant des États-Unis indique qu'il va formuler des observations par écrit, mais qu'il autorise volontiers le Secrétariat à y donner la suite qu'il estime appropriée ; le représentant de la France demande pour sa part que ses observations précédentes concernant la compatibilité des pratiques traditionnelles avec les objectifs de conservation soient incorporées.
145. Nioué informe la Conférence que son règlement relatif à l'observation des baleines est en cours d'application.
146. Le Secrétariat indique que les Directives régionales sur l'observation des baleines ont été récemment publiées et adoptées dans d'autres régions. Ces directives, ainsi que les directives australiennes récemment révisées, pourraient servir de base pour l'élaboration de directives nationales.





147. Le représentant de l'Australie prend note des progrès des activités d'observation des baleines dans la région et suggère au Secrétariat d'organiser un forum afin d'échanger des données d'expérience sur l'observation des baleines.

## Recommandations

148. La Conférence :

- ***donne son aval*** aux Plans d'action sur les espèces marines pour la période 2013-2017, tels que révisés ;
- ***prie instamment*** les Membres de renforcer leur engagement et leurs efforts en faveur de la conservation des espèces en général et des espèces marines en particulier, et
- ***demande*** aux partenaires et donateurs d'accroître leurs efforts pour assurer la conservation et la gestion des espèces marines dans la région Pacifique.

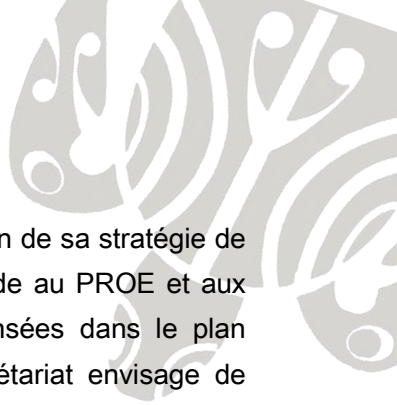
### Point 9.2.1 de l'ordre du jour : Programmes du PROE en matière d'adaptation au changement climatique – Rapport d'avancement sur les projets PACC et PACC+ et principales questions

149. Le Secrétariat présente un rapport sur l'état d'avancement du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) et des projets associés, notamment le PACC+. Le Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) est financé par le Fonds spécial pour les changements climatiques du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Exécuté par le PNUD et le PROE, il est opérationnel depuis trois ans. Le but du PACC est de réduire la vulnérabilité et d'accroître la capacité d'adaptation de 13 pays insulaires océaniques aux effets négatifs du changement climatique dans trois grands secteurs du développement (écosystèmes côtiers, sécurité alimentaire et eau) auxquels les pays participants accordent une attention prioritaire. Le budget total du PACC s'élève à 13 125 millions de dollars É.-U. Les réalisations et enjeux du PACC sont décrits dans le document 23CP/Représentants officiels/DT.9.2.1.


150. Les Membres félicitent le Secrétariat pour son excellent rapport sur le PACC et le PACC+ et formulent les observations suivantes.

151. Le représentant de Nioué indique que les activités du PACC menées dans son pays sont axées sur les ressources hydriques, qui n'ont pas été mentionnées dans l'exposé. Il rend hommage à la contribution du PACC et du PACC+ à la mise en place d'une plate-forme pour les activités d'adaptation menées dans la région et remercie le Secrétariat et le PNUD de leur assistance technique. Il remercie également l'AusAID et l'USAID de leur assistance. Il se déclare toutefois préoccupé par le nombre de nouveaux projets mis en œuvre par d'autres organisations régionales, dont l'apparition semble inopinée, et souligne le besoin de fusionner certains d'entre eux dans le cadre du PACC. Le représentant note l'importance du comité des directeurs des organisations membres du CORP pour clarifier les rôles et responsabilités en matière d'adaptation afin de permettre aux pays de contacter les organisations concernées.



- 
152. Le représentant de Tuvalu remercie le PROE du soutien apporté à l'élaboration de sa stratégie de gestion du changement climatique et des risques de catastrophes. Il demande au PROE et aux autres partenaires d'aider son pays à mettre en œuvre les priorités recensées dans le plan d'action stratégique sur le changement climatique et propose que le Secrétariat envisage de transposer les enseignements du PACC à d'autres îles. Il remercie également l'AusAID et l'USAID de leur soutien financier.
153. Le représentant de la France prend note des retombées positives du PACC mais s'inquiète de l'omission des collectivités françaises dans l'exposé. Il ajoute que cette question doit être abordée car les collectivités sont membres de plein droit du PROE. Il demande au Secrétariat de resserrer les liens avec toutes les collectivités d'outre-mer de la région dans le cadre de ses programmes sur le changement climatique.
154. Le représentant des Îles Cook informe les Membres de la politique des Îles Cook sur le changement climatique est prête à être mise en œuvre et remercie le PROE du soutien apporté à son élaboration.
155. Le représentant de Nauru indique que le PACC devrait être reconnu comme le cadre régional en matière d'adaptation, et permet de transposer les projets d'adaptation à plus grande échelle. Il soulève la question du versement tardif des fonds aux pays, dû aux exigences du PNUD, et prie instamment le PROE de poursuivre le dialogue avec le PNUD pour résoudre ce problème persistant.
156. Concernant la recommandation n° 5 du document de travail, le représentant des Tonga rappelle que le conseil du PROE prend des décisions et donne des directives aux directeurs des organisations membres du CORP par le biais du Directeur général du Secrétariat. Il cite l'exemple des Tonga, où le ministère de l'Environnement et du Changement climatique coordonne tous les projets sur le changement climatique quels que soient le donateur ou l'organisation concernés. Il propose que cette approche soit adoptée à l'échelon régional.
157. Le représentant du Samoa indique que les activités du PACC ont donné un sentiment de sécurité aux communautés de son pays et qu'un grand nombre d'activités d'adaptation côtière financées par le gouvernement sont complétées par le PACC. Il remercie l'Australie et les États-Unis d'Amérique, dont l'aide a contribué à l'intégration de la gestion des risques de catastrophes et du changement climatique dans les zones côtières. Il remercie également la Nouvelle-Zélande, la GIZ et le Japon de leur assistance technique. Concernant la recommandation proposée n° 5, le représentant du Samoa indique que le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement traite directement avec la CPS et le PROE et que le Samoa a toujours considéré la SOPAC comme l'institut de recherche fournissant des données climatiques et météorologiques fiables ou quasi fiables. Il note également le besoin de rester attentif et d'exploiter les possibilités de synergie avec des initiatives semblables dans la région car il est inévitable que d'autres organisations du CORP désirent aider les pays insulaires océaniques à lutter contre les effets du changement

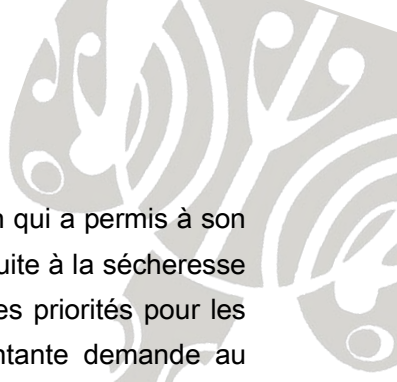




climatique. Le représentant suggère que la Conférence examine le libellé du communiqué des chefs d'État et de gouvernement des États membres du Forum qui demande spécifiquement au PROE et à la CPS de renforcer leurs efforts dans le domaine du changement climatique.

158. Le représentant de la Nouvelle-Zélande note avec satisfaction tous les efforts déployés par les organisations membres du CORP pour collaborer dans le domaine du changement climatique et indique qu'un niveau de cohérence et de coordination est nécessaire pour clarifier les mandats sur le changement climatique car ce sont des aspects sectoriels de l'adaptation au changement climatique qui relèvent spécifiquement de la CPS et du PROE.
159. Le représentant de la Polynésie française souligne la nécessité de parvenir rapidement à un accord en matière de coordination. Il attire l'attention sur l'omission des territoires dans l'exposé, en notant que la Polynésie française a élaboré un plan stratégique sur le changement climatique qui pourrait être partagé avec les autres pays de la région. Il sollicite l'assistance technique du PROE dans le domaine climatique.
160. Le représentant de l'Australie félicite les Tokélaou de leur participation au PACC+ et de leur mise en œuvre à ce jour. Il rappelle que le PROE est l'organisation chef de file chargée de coordonner les activités sur le changement climatique menées dans la région et de servir de lien entre les organisations du CORP.
161. 161. Le représentant des États-Unis d'Amérique se dit préoccupé par les différences d'intensité des actions menées par les Membres et souligne l'importance de la participation de tous sans exclusion, afin de rassembler toutes les parties œuvrant dans le domaine du changement climatique.
162. Le représentant du Royaume-Uni souligne à nouveau le savoir-faire et le rôle du PROE en tant que principal coordinateur des activités d'atténuation et d'adaptation et indique qu'il s'agit là de la principale raison ayant amené son pays à devenir membre de l'Organisation. Le Royaume-Uni entend travailler en partenariat avec le PROE et les pays insulaires océaniques ayant manifesté le désir d'étudier les possibilités de soutien de l'UE au PROE.
163. La représentante de Kiribati indique que son pays ne participe pas au PACC et demande au Secrétariat d'étudier comment renforcer la participation des Membres qui sont dans cette situation, en particulier dans le cadre d'activités de renforcement des capacités et d'échange d'information sur l'adaptation. Elle demande si la gestion des risques de catastrophes fait partie du PACC et prie le Secrétariat d'intégrer cette question aux programmes d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Elle demande également une meilleure coordination entre les organisations du CORP pour dissiper la confusion dans les pays.



- 
164. La représentante des Tokélaou remercie le PROE et l'Australie de leur soutien qui a permis à son pays de participer au PACC+. L'eau est son principal domaine d'intervention suite à la sécheresse subie l'année dernière. La gestion côtière et la sécurité alimentaire restent des priorités pour les Tokélaou compte tenu de la fragilité de son environnement et la représentante demande au Secrétariat de poursuivre les efforts déployés sur le terrain. Elle évoque la difficulté rencontrée pour participer à un grand nombre de programmes et ajoute que son pays collabore avec la Nouvelle-Zélande pour résoudre ce problème.
165. Le représentant de Wallis et Futuna appuie pleinement les recommandations et souscrit aux observations préalables concernant l'omission des Territoires d'outre-mer. Il ajoute que, bien que le changement climatique touche tous les pays, les petits États insulaires le ressentent directement. Le représentant prie instamment les pays industrialisés d'en tenir compte et demande à la France, au Royaume-Uni et aux États-Unis d'Amérique de faire tout leur possible et d'intensifier leurs efforts pour soutenir ce programme, et plus particulièrement les petits États insulaires océaniques.
166. Le représentant des Îles Marshall reprend à son compte les propos des autres Membres et remercie le Secrétariat et les donateurs de leur soutien. Il se félicite par ailleurs de l'initiative de la CPS concernant un projet d'alliance sur le changement climatique. Le représentant évoque également le point soulevé par Nauru concernant le décaissement tardif des fonds du PNUD et note que cette question a été mentionnée lors des deux dernières réunions d'examen multipartites.
167. Le Secrétariat partage les points de vue exprimés par les Membres et se félicite de l'amélioration de la collaboration au niveau des directeurs ainsi qu'au niveau technique. Concernant la participation des territoires, le Secrétariat indique que le cadre du FEM ne prévoit pas de soutien à ces derniers mais que le PROE étudie la possibilité d'élargir ce dispositif par le biais d'une collaboration avec l'Australie et les États-Unis et propose que cette possibilité soit aussi envisagée avec la France le Royaume-Uni.
168. La Conférence :
- **prend acte** des résultats positifs du projet PACC, qui aide les États et Territoires insulaires océaniques à s'adapter au changement climatique ;
  - **se félicite** du soutien accru apporté par les États-Unis d'Amérique et l'Australie en faveur des efforts d'adaptation consentis au titre du PACC+ ;
  - **réaffirme** le rôle essentiel assumé par le PROE pour coordonner les activités océaniques d'adaptation et d'atténuation, et intégrer les risques climatiques dans les plans de développement nationaux et sectoriels, la planification budgétaire et la mise en œuvre ; et
  - **félicite** le PROE pour l'assistance technique apportée en matière de changement climatique aux États et Territoires insulaires océaniques grâce au projet PACC, et **note** que celui-ci devrait être doté de ressources adéquates pour que ses résultats perdurent après son achèvement.



#### Point 9.2.2.1 de l'ordre du jour : **Récapitulatif des activités météorologiques**

169. Le Secrétariat fait le point sur le soutien apporté à ses Membres en matière de météorologie, en particulier la création de cinq postes de météorologues et climatologues au sein du Secrétariat. Il s'agit d'un détachement de deux ans du Conseiller en météorologie et climatologie du Secrétariat du Commonwealth et de l'approbation de la création de deux postes auprès du Partenariat pour le Bureau météorologique océanien (PMPD) grâce à des fonds alloués par l'AusAID, à savoir le poste de Spécialiste en météorologie et climatologie et celui d'Adjoint administratif. Le Secrétariat indique que le poste de Responsable du Système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique (PI-GOOS) sera transféré au PROE en vertu de la réforme du Cadre institutionnel régional et qu'il a été pourvu, tandis que le Secrétariat est en train de mobiliser des fonds pour financer le poste de Responsable du Système mondial d'observation du climat dans les îles du Pacifique (SMOC-IP).
170. Le Secrétariat indique que son travail, en matière de météorologie, est effectué en étroite collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM), les services nationaux de météorologie et d'autres partenaires, et que ces activités s'inscrivent dans le cadre du travail global du PROE dans le domaine du changement climatique.
171. Le représentant de la Nouvelle-Zélande indique que, à partir du moment où le financement pluriannuel sera adopté, les fonds ICU seront incorporés dans ce financement pluriannuel (sous forme de fonds additionnels sur trois ans).
172. Le représentant des États-Unis d'Amérique confirme son grand intérêt pour les questions météorologiques, et convient que des progrès ont été accomplis, dans la mesure où l'on perçoit mieux l'importance de ces questions dans la région. Il demande des précisions sur la place des cinq nouveaux postes dans l'organigramme, et note que le concept de Partenariat pour le Bureau météorologique océanien (PMPD) a été recommandé, au terme d'une étude régionale, comme étant le mécanisme le plus apte à apporter un soutien en matière de services météorologiques. L'intervenant se dit déçu de constater que ni les États-Unis d'Amérique ni la CPS (Division SOPAC) ne sont remerciés directement dans le document. Il demande aussi quelles sont les modalités de collaboration du PROE et de l'OMM au service des Membres du PROE, et suggère que le PMDP et le Conseiller en météorologie et climatologie collaborent davantage avec le président du Conseil météorologique océanien.
173. Le Secrétariat convient de communiquer aux États-Unis d'Amérique l'organigramme où figurent les cinq postes, en faisant observer que le poste de Conseiller en météorologie et climatologie n'est créé que pour deux ans. Le Secrétariat explique en outre que ce conseiller et le Spécialiste en météorologie et climatologie ont collaboré étroitement avec le président du Conseil météorologique océanien pour établir leur plan de travail. Il relève aussi que ni la CPS (Division SOPAC) ni la NOAA ne sont remerciées dans le document du Secrétariat, et souligne que ces



partenariats ont joué un rôle actif et important dans la fourniture de services essentiels de soutien aux Membres en matière de météorologie.

174. La Conférence :

- **prend acte** des progrès réalisés depuis la dernière Conférence du PROE en vue du renforcement des services météorologiques et hydrologiques nationaux de la région, et
- **remercie** les partenaires régionaux et internationaux qui ont aidé le PROE, par leur concours financier et en nature, à renforcer les services météorologiques et hydrologiques nationaux de la région.

**Point 9.2.2.2 de l'ordre du jour :            Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique 2012-2021**

175. Le Secrétariat présente la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique 2012-2021 (PIMS) élaborée par le Bureau météorologique océanien (PMDP), qui regroupe le PROE et le bureau de l'Organisation météorologique mondiale à Apia. Cette Stratégie a été adoptée par le Conseil météorologique océanien en mars 2012 et orientera les activités des partenaires, des bailleurs de fonds et des Membres ainsi que le soutien du PMDP dans les domaines de la coordination, de la mobilisation de fonds, des conseils techniques, du suivi et de l'évaluation.

176. Le Secrétariat note que la Stratégie s'inspire de celle de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) pour les régions Asie (RA II) et Pacifique (RA V), mais qu'elle est davantage axée sur les besoins de l'Océanie en matière de météorologie. La mise en œuvre de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique contribuera dans une large mesure à celle de la stratégie RA V.

177. Le représentant de Tuvalu se déclare favorable à la Stratégie, et reconnaît l'importance capitale des données météorologiques dans l'amélioration de la planification des activités d'adaptation dans les îles océaniques. Il encourage le soutien continu à ces importants programmes.

178. Le représentant de la Nouvelle-Calédonie indique que la Stratégie est conforme aux objectifs de Météo France et que, si des fonds sont alloués au titre du programme du PROE, Météo France International pourrait dispenser des formations et mettre à disposition son expertise technique pour appuyer ces efforts.

179. La Conférence :

- **approuve** la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS) en tant que principal document d'orientation qui présidera à la coopération régionale entre les services météorologiques et les partenaires au profit de la région ; et
- **prend note** du rôle du Bureau météorologique océanien (PMDP) dans le contexte de la Stratégie et du Conseil météorologique océanien (CMO).



**Point 9.2.3 de l'ordre du jour :      Système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique – appui à la recherche fondamentale sur le climat dans le Pacifique**

180. Le Secrétariat présente le programme Argo, dans le cadre duquel 3 000 bouées ont été déployées depuis 2003. Ces bouées mesurent la température et la salinité des 2 000 mètres supérieurs de l'océan et, à ce jour, 32 pays déploient activement des bouées, qui représentent un investissement annuel total de 25 millions de dollars É.-U. Nombre de Membres du PROE ont appuyé le programme Argo au titre d'un accord signé en 2002 par les pays membres que comptait alors la SOPAC<sup>1</sup>. Le Secrétariat indique que les données de ces bouées fournissent de précieuses informations qui faciliteront les prévisions météorologiques et climatiques autour des îles.
181. Le coordonnateur du Système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique (PI-GOOS) est le point de contact des pays insulaires océaniques pour le programme Argo et les autres activités d'observation des océans intéressant la région. Le PI-GOOS, hébergé initialement par la SOPAC, a été transféré au PROE à l'issue de la réforme du cadre institutionnel régional. Les partenaires à l'origine de la création du poste de coordonnateur du PI-GOOS, à savoir l'Administration des océans et de l'atmosphère des États-Unis d'Amérique (NOAA), le Bureau australien de météorologie et la Commission océanographique intergouvernementale (COI), se sont engagés à continuer de financer ce poste.
182. Le Secrétariat indique qu'il recherche actuellement des financements en vue de l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités des Membres du PROE afin de les aider à obtenir, interpréter et utiliser les données océaniques disponibles, à savoir les données fournies par les bouées Argo, les satellites de télédétection et d'autres sources. Les données océaniques collectées dans la région joueront un rôle essentiel dans l'analyse des courants et la prévision de l'élévation du niveau de la mer en Océanie.
183. Le Secrétariat mentionne également sa participation au programme SEREAD, qui constitue le volet éducatif du programme Argo et est administré dans le Pacifique par le coordonnateur du PI-GOOS. Le SEREAD a pour objet d'inscrire le changement climatique et la variabilité du climat aux programmes d'enseignement dispensés dans la région, avec le concours des enseignants du primaire et du secondaire. Il est actuellement mis en œuvre au Samoa, aux Îles Cook et aux Tonga et pourrait être prochainement étendu à Kiribati.
184. Le représentant de l'Australie indique que son pays continuera d'appuyer le programme PI-GOOS et que, au travers du Programme de soutien météorologique et océanographique pour le Pacifique (COSPa), il continuera d'apporter son soutien à l'observation de l'océan Pacifique.
185. La représentante de Kiribati remercie le PROE de son travail et prie instamment le Secrétariat de solliciter des fonds pour aider les Membres à accéder aux données du programme GOOS et à les utiliser et interpréter.

<sup>1</sup> <http://www.argo.ucsd.edu/Organisation.html>



186. La Conférence :

- ***prend note*** des travaux de recherche océanographique en cours dans la région du Pacifique et des avantages que l'amélioration des informations et des connaissances sur la science des océans présente pour les Membres du PROE ;
- ***demande*** au Secrétariat de continuer à rechercher des fonds en vue du renforcement des capacités des Membres du PROE à obtenir, interpréter et utiliser les données océaniques disponibles ;
- ***convient de formuler des orientations*** à l'intention du coordonnateur du Système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique (PI-GOOS) et des programmes internationaux partenaires sur les priorités régionales en matière d'application des observations océaniques ;
- ***convient d'appuyer*** le déploiement et l'exploitation des bouées Argo dans le Pacifique.

**Point 9.2.4 de l'ordre du jour :      Rôle du PROE pour aider les Membres à accéder aux financements de la lutte contre le changement climatique et autres mécanismes internationaux de soutien à l'action climatique**

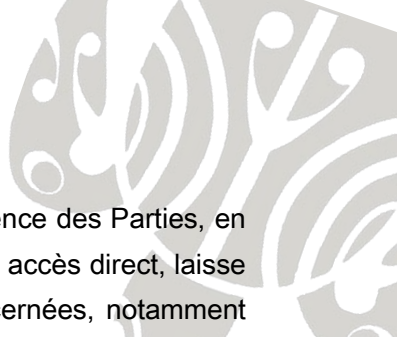
187. Le Secrétariat informe les Membres de sa demande d'accréditation en tant qu'institution régionale de mise en œuvre (IRM) du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto ; de l'élaboration d'un programme de travail sur les pertes et les préjudices dans le cadre de la CCNUCC ; et du Fonds vert pour le climat.

188. Il indique que le processus de demande d'accréditation en tant qu'IRM lui a été bénéfique et qu'il a, d'une manière générale, contribué au renforcement de ses capacités. Fort de l'expérience acquise dans ce domaine, le Secrétariat entend préparer un document sur le processus d'accréditation afin de guider les Membres désireux de solliciter une accréditation en tant qu'institution nationale de mise en œuvre (INM).


189. Le Secrétariat travaille avec le Centre de collaboration du PNUE et de la *Frankfurt School of Finance and Management* (FS) dans le cadre du Programme de soutien aux institutions nationales de financement de l'action climatique du PNUE, également connu sous l'intitulé « Fit for the Funds », pour renforcer les capacités institutionnelles en vue du financement de la lutte contre le changement climatique. Un plan de renforcement des capacités a été élaboré et sera diffusé aux autres organisations du CORP.

190. Concernant l'élaboration du programme de travail sur les pertes et les préjudices, le Secrétariat informe les Membres qu'une décision devrait être prise à la 18<sup>e</sup> Conférence des Parties à la CCNUCC, à Doha, en décembre 2012. S'il voit le jour, ce mécanisme international pourrait devenir une source de financement pour l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophes, et alimenter un fonds de solidarité destiné à pallier les pertes inévitables dues à des phénomènes climatiques à évolution lente tels que l'élévation du niveau de la mer et l'acidification des océans.



- 
191. Le Secrétariat indique que le Fonds vert pour le climat, établi à la 16<sup>e</sup> Conférence des Parties, en 2010, offre un mécanisme de financement simplifié et amélioré, notamment un accès direct, laisse l'initiative aux pays, et encourage la participation des parties prenantes concernées, notamment des groupes vulnérables, en prenant en compte les questions de genre. Sa mise en œuvre a néanmoins été entravée par l'absence d'accord au sein de certains groupes régionaux sur la composition du Conseil de direction du Fonds, qui n'a pu se réunir faute de quorum. Malgré cela, les pays développés se sont engagés à fournir 100 milliards de dollars É.-U. par le biais du Conseil de direction du Fonds.
192. Le Secrétariat exprime également sa préoccupation concernant le financement à long terme, notamment le manque de clarté, les modalités d'accès, l'échéancier et l'adéquation du montant de 100 milliards de dollars É.-U. Il souligne le besoin de tenir compte des liens entre les questions de financement et diverses composantes du mécanisme financier tels que l'évaluation, la notification et la vérification du soutien et du financement octroyés aux pays en développement et le financement de l'atténuation et de l'adaptation destiné aux pays les moins avancés ainsi qu'aux autres pays. Ces questions sont examinées en détail dans le document 23CP/Représentants officiels/DT.9.2.4.
193. Les représentants de Nioué et Tuvalu soulignent l'importance que revêtent les mécanismes de financement pour les Membres du PROE, et prient le Secrétariat de les aider plus activement à préparer des demandes de financement.
194. Concernant les pertes et les préjudices, le représentant des États-Unis d'Amérique prie instamment les pays membres de ne pas aborder la question sous un angle trop étroit. Il évoque le programme de la Banque mondiale sur les risques mondiaux et demande à être informé des travaux menés par le PROE dans ce domaine.
195. Le représentant du Royaume-Uni félicite le PROE pour ses travaux relatifs aux négociations sur le changement climatique et à l'accès aux financements destinés aux Membres. Il indique que le Royaume-Uni a financé un atelier avant la Conférence des Parties à la CCNUCC à Durban, pour aider les Membres à se préparer en vue de cette réunion. Le Royaume-Uni a également présenté, la semaine dernière au Forum des Îles du Pacifique, un document intitulé « S'approprier l'adaptation au changement climatique ». Ce document présente 75 recommandations pratiques sur le financement de l'adaptation, y compris les meilleures pratiques, qui pourraient être appliquées dans la région.
196. Le représentant de Kiribati évoque les difficultés rencontrées pour comprendre et suivre le processus de demande de financement auprès du FEM, en raison de sa complexité, et prie le PROE de fournir une assistance pour renforcer les capacités dans ce domaine. Il note également que l'atelier des PEID sur les pertes et les préjudices, qui doit se tenir à Kiribati comme mentionné dans le document de travail, a été repoussé à une date ultérieure.





197. Le représentant de l'Australie évoque les obstacles à surmonter pour être accrédité en tant qu'institution régionale de mise en œuvre du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto et encourage le PROE à poursuivre ses efforts dans ce domaine. Il ajoute que l'Australie est membre du Fonds vert pour le climat et continuera d'œuvrer au nom des pays insulaires océaniques pour qu'ils puissent accéder à ces fonds.

198. Le représentant de Nauru informe les Membres que son pays réalise avec le Forum des Îles du Pacifique une étude nationale sur les mécanismes de financement de l'action climatique.

199. La Conférence :

- **prend note** des travaux menés par le PROE à l'appui des Membres ;
- **demande** au Secrétariat de continuer à soutenir les pays membres dans les négociations de la CCNUCC, et de diffuser les informations pertinentes sur les pertes et les préjudices ; et
- **demande** au Secrétariat de continuer à soutenir les Membres dans le domaine du financement de la lutte contre le changement climatique en poursuivant la coopération avec d'autres organisations.

#### **Agenda Item 9.3.1 :                    Campagne pour un Pacifique propre**

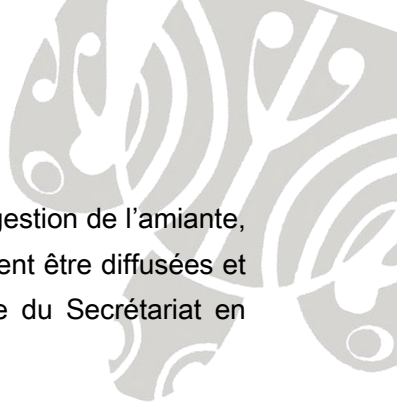
200. En réponse à une demande formulée précédemment par la Conférence, le Secrétariat décrit les diverses activités conduites et initiatives prises par le PROE l'année passée en matière de gestion des déchets.

201. Le Secrétariat informe également les participants de l'avancement de la Campagne 2012 pour un Pacifique propre, dont la mise en œuvre a été approuvée lors de la vingt et unième Conférence du PROE au titre de la Stratégie régionale océanique de gestion des déchets solides 2010-2015.

202. Le représentant de la Polynésie française félicite le Secrétariat pour son travail dans le domaine de la gestion des déchets. Il invite les Membres à collaborer étroitement pour partager les enseignements tirés en matière de technologies et de systèmes, et il évoque la vaste expérience que possède la Polynésie française en matière de gestion des déchets dangereux. Il indique aussi que les enseignements que la Polynésie française a tirés de la gestion des déchets médicaux, notamment de leur incinération, pourraient être utiles et permettre d'éviter d'éventuelles erreurs futures. Il demande au Secrétariat de rendre compte des conclusions tirées de la visite du consultant PROE/AFD spécialisé dans la gestion des déchets solides, au début de l'année, en précisant que cela expliquerait la manière dont le travail de la Polynésie française est perçu à l'extérieur. À ce propos, le Secrétariat explique que le but de cette visite était de cerner les enseignements tirés.

203. Le représentant de Nauru demande qu'il soit précisé si la Stratégie régionale de gestion de l'amiante est un document figé ou évolutif, et demande des informations sur les moyens d'y adhérer. Il propose de fonder la stratégie et le plan d'action sur des modèles de pratiques optimales adoptés par les Membres métropolitains du PROE (par exemple, en se référant aux normes d'hygiène et sécurité au travail, etc.) plutôt que de réinventer la roue, et il invite vivement

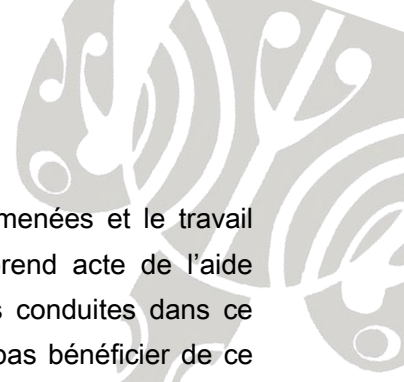




les Membres tels que l'Australie, qui ont édicté des codes de pratique pour la gestion de l'amiante, à établir des référentiels. Il fait remarquer que ces pratiques optimales pourraient être diffusées et adoptées par Nauru et d'autres Membres, et sollicite l'assistance immédiate du Secrétariat en matière de gestion des déchets d'amiante.

204. Le représentant de Nioué se fait l'écho des remarques formulées par Nauru concernant la diffusion des meilleures pratiques existantes afin de formuler la stratégie d'élimination de l'amiante, et remercie le Secrétariat de l'aide apportée à l'élaboration du Plan national de gestion des déchets. L'intervenant demande aussi des précisions sur le 10<sup>e</sup> FED et sa contribution à la gestion des déchets à l'échelon régional. Le Secrétariat explique qu'une enveloppe de 10 à 12 millions de dollars É.-U. a été octroyée au titre du 10<sup>e</sup> FED et que ces fonds ont été expressément affectés à la gestion des déchets dangereux dans la région, en particulier celle des déchets sur les atolls, des déchets médicaux et électroniques et l'amiante.
205. Le représentant du Samoa demande que les enseignements et les expériences tirés de la Campagne pour un Pacifique propre soient communiqués lors du colloque prévu en octobre à Apia. Il rend hommage au travail de la JICA et prend acte de sa contribution importante à la gestion des déchets dans le Pacifique. Le Samoa rappelle aussi que le Directeur général a évoqué précédemment l'existence de la « plaque de déchets du Pacifique », et suggère d'inscrire ce problème au programme de travail du PROE.
206. Le représentant des Fidji remercie le Secrétariat pour l'aide apportée à son pays en matière de gestion des déchets et se félicite du soutien du Secrétariat en faveur des activités locales de gestion des déchets et de la participation de petits groupes au sein des communautés. Il encourage à multiplier ces initiatives et à les rendre plus visibles au niveau des communautés, au lieu de se contenter de les mettre en évidence dans les hautes sphères gouvernementales. Il remercie le Secrétariat pour le lancement des travaux préliminaires en matière de gestion des déchets pétroliers que les Fidji entreprennent. Les Fidji approuvent les recommandations.
207. Le représentant des Îles Marshall remercie le Secrétariat pour l'aide apportée en vue de l'achèvement du Plan national de lutte contre la pollution marine et de l'élaboration du Plan de gestion des déchets solides. Il se félicite de la formation proposée, qui sera dispensée à Honolulu, et invite à une meilleure coordination des initiatives prises dans la région en faveur de la gestion des déchets solides. Il demande qu'il soit précisé si la stratégie d'élimination de l'amiante est un document figé ou évolutif.
208. La représentante de Kiribati remercie le Secrétariat pour son travail et indique que son pays est l'un de ceux qui rencontrent les problèmes les plus graves de déchets et de pollution. Elle remercie le Secrétariat de lui avoir donné l'occasion de participer à la formation dispensée aux Fidji, au début de l'année, et note que Kiribati a reçu une enveloppe de 2 000 dollars É.-U. au titre de la Campagne pour un Pacifique propre. Elle indique que les membres de l'*Environment Youth Club* qui ont suivi cette formation s'apprêtent à mettre en pratique certains enseignements retenus.



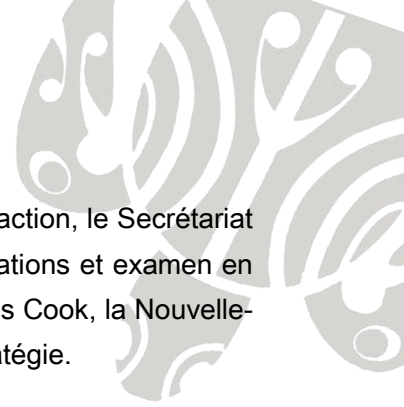


209. Le représentant de Wallis et Futuna se dit impressionné par les activités menées et le travail entrepris par le Secrétariat pour aider la région à gérer les déchets. Il prend acte de l'aide substantielle apportée à la région grâce à cette campagne et aux activités conduites dans ce cadre, et note avec regret que le Territoire de Wallis et Futuna ne pouvait pas bénéficier de ce type de financement. Il réitère certaines observations précédentes, notamment que le Secrétariat ne s'est pas beaucoup impliqué à Wallis et Futuna, et demande que le Secrétariat envisage d'intervenir davantage à l'avenir, notamment dans le domaine de la gestion des déchets.
210. Le représentant des États-Unis d'Amérique approuve une nouvelle fois la campagne, et ajoute qu'il espère que le Secrétariat consignera par écrit tous les enseignements tirés, notamment les contributions des Membres et tout le travail fructueux accompli au cours de la campagne. Les pays devraient avoir la possibilité de partager les enseignements tirés, et le Secrétariat devrait faire en sorte que ceux-ci fassent l'objet de documents. Les États-Unis espèrent que le Secrétariat établira une matrice des progrès accomplis.
211. Le Secrétariat précise que la stratégie d'élimination de l'amiante a été conçue à l'origine comme un document statique, mais que l'élaboration de politiques et directives nationales garantira sa pérennité.
212. La Conférence :
- **réaffirme** son engagement en faveur de la mise en œuvre de la Campagne 2012 pour un Pacifique propre dans chaque pays, et
  - **prend acte** de l'avancement des Initiatives régionales en matière de gestion des déchets.

**Point 9.3.2 de l'ordre du jour :                    Stratégie régionale et plan d'action sur la gestion des déchets électroniques 2012-2015**

213. Le Secrétariat présente aux Membres la Stratégie régionale et le Plan d'action sur la gestion des déchets électroniques 2012-2015 (*Les déchets électroniques dans le Pacifique : Stratégie régionale et plan d'action 2012*) pour examen et approbation, et explique que par « déchets électroniques » on entend généralement les équipements électroniques ou électriques périmés -- par exemple, ordinateurs, imprimantes, photocopieurs, téléviseurs, lave-linge, radios, téléphones portables et jouets. Le Secrétariat indique que la gestion et l'élimination des appareils électriques et électroniques périmés (déchets électroniques) posent un problème de plus en plus important pour les pays insulaires océaniques, d'autant que des quantités croissantes d'appareils électriques et électroniques sont importées dans la région.
214. Le Secrétariat souligne que, pour assurer une gestion écologiquement viable des déchets électroniques, il est indispensable de veiller au respect des lois nationales mises en œuvre pour faire en sorte que les consommateurs d'appareils électriques et électroniques assument la totalité des coûts d'élimination de ces appareils à la fin de leur vie utile.



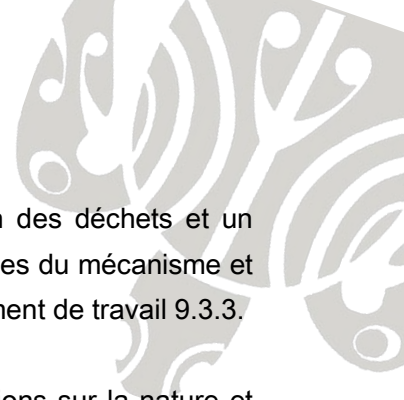


215. Après avoir brièvement rappelé le contenu du projet de stratégie et de plan d'action, le Secrétariat indique que ces documents ont été communiqués aux Membres pour observations et examen en juillet 2011. Il remercie les États-Unis d'Amérique, l'Australie, la France, les Îles Cook, la Nouvelle-Zélande, le Samoa, la CPS et la JICA pour leurs contributions au projet de stratégie.
216. Le représentant des Îles Cook approuve les recommandations, notamment l'adoption de la stratégie et du plan d'action sur la gestion des déchets électroniques, et encourage les partenaires et bailleurs de fonds à continuer d'apporter leur soutien à la mise en œuvre du plan d'action.
217. Le représentant de Tuvalu félicite le Secrétariat et sollicite son aide en vue de l'élaboration d'accords avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, afin de pouvoir faire face aux frais de transport des déchets électroniques, le cas échéant.
218. Le représentant des Fidji confirme que son pays approuve la stratégie et les recommandations, et demande que les Fidji soient ajoutées à la liste des pays signataires de la stratégie de gestion des déchets électroniques.
219. La Conférence :
- **adopte** la Stratégie régionale et le plan d'action sur la gestion des déchets électroniques (*Les déchets électroniques dans le Pacifique : Stratégie régionale et plan d'action 2012*) ;
  - **sollicite** l'assistance des partenaires et organismes donateurs pour assurer le parachèvement du Plan d'action ;
  - **prend** acte de la participation de multiples partenaires (y compris la CPS et le Service national de l'environnement des Îles Cook) à l'élaboration de la stratégie et du plan d'action ; et
  - **demande** au Secrétariat de fournir une assistance aux Membres pour la mise en œuvre future de la stratégie et du plan d'action chaque fois qu'il en aura la possibilité.

**Point 9.3.3 de l'ordre du jour : Amélioration de la coordination et du suivi du programme régional de gestion des déchets solides**

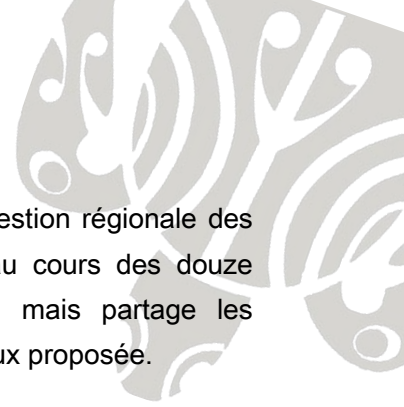
220. Le Secrétariat présente un projet de mise en place de dispositifs de coordination et de suivi en vue d'améliorer l'exécution du programme régional de gestion des déchets solides. Il souligne que l'augmentation du soutien et des financements dont ont bénéficié diverses initiatives régionales et nationales au cours des récentes années justifie la mise en place d'une structure à long terme qui permettra d'éviter les doubles emplois, de mutualiser des ressources limitées et de promouvoir l'échange d'idées et d'enseignements qui peuvent profiter à des pays, des projets et des organisations intervenant dans ce domaine.





221. Le Secrétariat propose de créer un Conseil consultatif océanien de gestion des déchets et un Partenariat océanien pour la gestion des déchets ; il présente les grandes lignes du mécanisme et de la structure envisagés. Cette proposition est décrite en détail dans le document de travail 9.3.3.
222. Les représentants des États-Unis et de la France demandent plus de précisions sur la nature et les coûts prévisibles du mécanisme proposé. Bien qu'elle soit favorable à l'amélioration de la coordination et de la coopération régionales en matière de gestion des déchets en Océanie, la France a besoin d'informations supplémentaires avant de pouvoir prendre une décision. Le représentant de la France s'inquiète par ailleurs des risques de doubles emplois, compte tenu du travail déjà accompli par le PROE dans ce domaine.
223. Les représentants des Îles Cook, de Kiribati et des Îles Marshall appuient pleinement la recommandation, soulignant les avantages que peut présenter l'assistance des comités pour la coordination et la planification des actions de minimisation des déchets.
224. Les représentants de Nauru, des États fédérés de Micronésie, des Tonga et de Kiribati accordent également leur plein soutien aux recommandations.
225. Le représentant de Nauru estime que ce mode de transmission des directives du haut vers le bas serait très efficace pour réduire les répétitions inutiles des efforts dans beaucoup de projets et programmes.
226. Le représentant des États fédérés de Micronésie se félicite des efforts déployés par le Secrétariat pour la coordination du travail avec les Membres. Il ajoute qu'étant donné la participation accrue du secteur privé à la gestion des déchets, les comités pourraient être financés dans le cadre de partenariats de ce type.
227. Le représentant de Nioué prend acte de l'occasion donnée au Secrétariat d'offrir une assistance à son pays, notamment en ce qui a trait à la gestion de l'amiante qui bénéficie actuellement d'une aide financière du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce. Il émet toutefois des réserves concernant la création de deux organes consultatifs, et suggère de les combiner pour n'en former qu'un seul.
228. Le représentant du Samoa juge excellents les efforts déployés par le PROE dans les domaines de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution. Il note que le mécanisme proposé vise à coordonner les efforts à l'échelle bilatérale, plutôt que régionale. Il rappelle cependant que la création de nouvelles instances de coordination risque d'engendrer un surcroît de travail pour les différents pays participants. Il suggère que les Membres et le Secrétariat cherchent d'autres moyens de compiler l'information à l'échelle nationale — par exemple, en déployant des efforts supplémentaires à l'occasion de réunions comme la Conférence du PROE.





229. Le représentant de la Nouvelle-Zélande se dit conscient des enjeux de la gestion régionale des déchets solides et félicite le Secrétariat pour l'excellent travail accompli au cours des douze derniers mois. Il reconnaît la nécessité d'une coordination des efforts, mais partage les préoccupations du représentant de Nioué concernant l'approche à deux niveaux proposée.
230. Le représentant des Fidji remercie le Secrétariat, mais doute quant à lui de la nécessité d'accroître les efforts consacrés à la coordination de la gestion des déchets. S'agissant de la proposition du Secrétariat d'organiser les rencontres des comités en marge d'autres réunions, il fait observer que beaucoup de pays s'occupent eux-mêmes du financement des réunions régionales et que le travail supplémentaire que supposerait l'organisation de ces rencontres engendrerait pour ces pays des coûts supplémentaires. Il souhaite que l'on procède à une analyse des coûts et avantages des diverses options, et réserve sa décision concernant les recommandations formulées.
231. Le représentant des États-Unis reconnaît le besoin urgent d'améliorer la coordination de la gestion des déchets dans la région et suggère d'examiner à cette fin les meilleures pratiques et les mécanismes de coordination mis en place dans d'autres régions — par exemple, les Caraïbes — et de s'en inspirer.
232. Le représentant de la Nouvelle-Calédonie décrit les mesures de gestion des déchets mises en place dans la Province Sud, où se concentrent la population et l'industrie du territoire. Cette concentration s'est avérée favorable à la centralisation des installations de traitement des déchets et à la gestion de campagnes d'information propices aux changements de comportements. Les partenariats stratégiques et les instruments financiers mis en place par la Nouvelle-Calédonie lui ont permis de mettre en œuvre dans la Province Sud un plan de gestion des déchets propice à la protection de l'environnement.
233. La Conférence :
- **demande** au Secrétariat de poursuivre son travail d'élaboration de propositions pour la mise en place d'un mécanisme régional efficace de coordination, d'y inclure une analyse des incidences financières et de veiller à la large diffusion de ces propositions aux fins d'examen par les intéressés ; et
  - **demande** au Secrétariat de continuer à utiliser les forums existants pour rassembler des informations sur les activités nationales de gestion des déchets.

**Point 9.3.4 de l'ordre du jour : Collecte et examen d'informations sur la contamination radioactive régionale**

234. Les Membres se réunissent à huis clos pour examiner de manière informelle les incidences environnementales des essais et de la pollution nucléaires dans le Pacifique. La Polynésie française propose d'accueillir un atelier en 2013 qui fera l'objet d'une circulaire du PROE.



**Point 9.4.1 de l'ordre du jour :            Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD/Rio+20)**

235. Le Secrétariat rend compte de sa participation à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD), également dénommée Rio+20, qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil), du 20 au 22 juin 2012.
236. Hormis les Îles Cook et Nioué, tous les États membres du PROE ainsi que les territoires de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et des Tokélaou y étaient représentés. Les Îles Cook et Nioué étaient absents car des changements apportés aux critères d'admissibilité de l'ONU les privent désormais du statut d'État à part entière, dont ils bénéficiaient lors des précédents sommets. Le Secrétariat remercie le Samoa de lui avoir permis de s'associer à sa délégation.
237. Le PROE a participé à quatre manifestations parallèles, dont une intitulée *Les îles du Pacifique – Application de l'économie verte dans notre monde bleu*, coordonné par le Secrétariat. Cette manifestation a remporté un vif succès et a permis de présenter les problèmes et initiatives de la région, qui était représentée par les chefs de gouvernement de Kiribati, des États fédérés de Micronésie, de Vanuatu et des Tokélaou et par le ministre de l'Environnement du Samoa.
238. Le Secrétariat indique que le compte rendu de la Conférence Rio+20, intitulé « L'avenir que nous voulons » a été jugé globalement bon par les petits États insulaires en développement du Pacifique. Ces derniers avaient deux enjeux prioritaires à soumettre à la Conférence qui ont généralement été traités d'une manière satisfaisante. Ces deux enjeux étaient le maintien du « statut particulier » des PEID et la mise en évidence des enjeux océaniques.
239. Les résultats de Rio+20 sont présentés en détail dans le document 23CP/Représentants officiels/DT.9.4.1.
240. Le Secrétariat informe les Membres que les activités régionales de suivi de Rio+20 seront coordonnées par le groupe de travail du CORP sur le développement durable (SDWG). Le PROE continuera de jouer un rôle de premier plan au sein de ce groupe de travail, qui collaborera avec l'ensemble des États et Territoires membres ainsi qu'avec les missions des PEID du Pacifique à New York. Le groupe de travail du CORP a élaboré une matrice qui servira de point de départ à une feuille de route régionale plus détaillée pour Rio+20.
241. La représentante de l'Australie mentionne l'excellente manifestation parallèle sur l'application de l'économie verte dans un monde bleu, organisée à Rio+20. Elle évoque également la manifestation parallèle de l'Australie sur les peuples indigènes et les communautés locales du monde et ajoute qu'une conférence sera organisée sur ce thème du 27 au 31 mai 2013 à Darwin. Elle ajoute que la délégation australienne fournira des renseignements complémentaires aux Membres intéressés en marge de la présente Conférence.



242. Le représentant de la Nouvelle-Calédonie remercie le PROE de l'avoir invité à la manifestation parallèle et confirme son énorme succès. Il indique que les résultats de Rio+20 seront examinés plus avant dans le cadre de la réunion ministérielle.

243. La Conférence :

- **prend acte** du rapport sur la participation du Pacifique à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD – Rio+20) ; et
- **approuve** la coordination des activités postérieures à Rio+20 par le SDWG.

**Point 9.4.2 de l'ordre du jour :            Cadre d'évaluation et de communication sur l'état de l'environnement dans la région**

244. Le Secrétariat présente un projet de cadre d'évaluation intitulé « *Pour une communication efficace et simplifiée dans le Pacifique* » (« *A Vision for Effective and Streamlined Reporting in the Pacific* ») qui vise à intégrer, simplifier et, à terme, réduire les obligations relatives aux rapports nationaux et régionaux. Il souligne que le rapport sur l'état de l'environnement n'est pas seulement un mécanisme de communication, mais aussi un outil de gestion destiné à promouvoir la bonne gouvernance et les « meilleures pratiques » en matière d'environnement.

245. Le Secrétariat explique que ce projet de cadre d'évaluation a été élaboré lors d'un atelier régional consacré à la simplification des rapports soumis par les organisations régionales et à ses liens avec l'intégration des Accords multilatéraux sur l'environnement et des rapports sur l'état de l'écosystème (« Streamlining Regional Agency Reporting and Linkages to Mainstreaming of Multilateral Environmental Agreements and Regional Ecosystem Condition Reporting ») tenu les 20 et 21 mars 2012. Ce cadre fait l'objet du document de travail 9.4.2.

246. Le Secrétariat présente également le rapport intitulé « *Perspectives sur le changement climatique et l'environnement dans le Pacifique (PECCO) 2012* », qui fait partie d'une série d'études régionales réalisées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Le projet de rapport a été diffusé en juillet 2012 aux Membres du PROE, et peut être téléchargé à l'adresse suivante (version anglaise seulement) :

[http://www.sprep.org/attachments/reports/Draft\\_PECCO\\_June\\_2012.docx](http://www.sprep.org/attachments/reports/Draft_PECCO_June_2012.docx)

247. Le Secrétariat présente enfin le rapport du Forum océanien sur l'environnement (PEF) qui s'est tenu le 3 septembre. Ce rapport propose un processus amélioré de préparation des rapports sur l'état de l'environnement régional.

248. Les représentants de la Polynésie française, de la France, de l'Australie, du Samoa, des Tonga, des États-Unis et de Kiribati félicitent le Secrétariat du travail accompli dans l'élaboration du cadre d'évaluation.





249. Le représentant de la Polynésie française rappelle au Secrétariat que la Polynésie française s'emploie actuellement à préparer un rapport actualisé sur l'état de l'environnement. Son premier rapport remonte à 2006, et la Polynésie française sollicite l'assistance technique du PROE pour préparer son cahier des charges en vue de la préparation d'une version améliorée de l'état de l'environnement. Le représentant souhaite également tirer parti de l'expérience d'autres pays comme le Samoa, et propose de faire de la préparation du rapport un modèle des activités futures conduites dans les États membres.
250. Le représentant de la France fait observer que les participants ont reçu le rapport du PEF il y a une heure à peine ; il se dit préoccupé par la façon dont on a procédé, et s'interroge par ailleurs sur un passage du rapport qui donne à penser que le PEF invite la 23<sup>e</sup> Conférence à réaliser des tâches spécifiques.
251. Le représentant de l'Australie reconnaît que le travail d'évaluation de l'état de l'environnement représente un défi ; il souligne par ailleurs que le PEF a débouché sur des résultats utiles qui pourront aider les pays à progresser dans ce domaine. Il déclare enfin que l'Australie devra se borner à prendre acte de la présentation du rapport PECCO étant donné que son pays en est exclu.
252. Le représentant du Samoa félicite lui aussi le PROE et le remercie d'utiliser le Samoa en guise de pays pilote. Il signale que ce travail ouvre d'excellentes perspectives pour le partage de l'expérience avec d'autres pays. Il rappelle cependant qu'il convient de porter attention à la question du financement, et se félicite à ce propos de l'assistance technique offerte par l'Australie.
253. Le représentant des États-Unis partage le point de vue de son homologue français concernant le processus, et fait valoir qu'il ne sera peut-être pas nécessaire pour la Conférence d'approuver le cadre régional sur l'état de l'environnement puisqu'il figure déjà dans le plan stratégique. S'agissant du rapport PECCO, il se déclare disposé à en prendre acte, sans toutefois pouvoir l'approuver puisque sa délégation n'a pas eu le temps d'en prendre connaissance.
254. Le représentant de Kiribati reconnaît l'importance des rapports sur l'état de l'environnement et encourage le Secrétariat à veiller à ce que leur diffusion respecte les échéanciers stipulés par les AME afin de ne pas ajouter à la charge de travail que leur préparation fait peser sur les pays.
255. La Conférence :
- **prend acte** du cadre sur l'état de l'environnement et rappelle l'orientation définie pour le rapport sur l'état de l'environnement dans le plan stratégique ;
  - **prend acte** du rapport intitulé « Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement » (PECCO) ;
  - **prend acte** des progrès réalisés concernant la présentation des rapports sur l'état de l'environnement ;
  - **prend acte** du rapport du Forum océanien sur l'environnement.



Point 9.4.3 de l'ordre du jour : **État d'avancement du projet « Renforcement des capacités concernant les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) dans les pays ACP » financé par l'Union européenne**

256. Le Secrétariat décrit brièvement l'état d'avancement du projet « Renforcement des capacités concernant les accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays ACP », financé par l'Union européenne. Ce projet quadriennal, lancé le 1<sup>er</sup> mars 2009, vise en particulier à renforcer les capacités concernant les AME dans les pays insulaires océaniques suivants : États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Le Timor-Leste participe aussi au projet. Le PROE joue le rôle de centre océanique ; il est doté d'un budget de 1 410 301 dollars É.-U.

257. Le Secrétariat explique que son rôle consiste à fournir des services de renforcement des capacités de qualité aux pays insulaires océaniques, sous forme de formations pratiques en rédaction de rapports, négociation, élaboration de textes de loi, de politiques et de plans, gestion de l'information et échange d'enseignements. On peut trouver des informations détaillées sur les progrès réalisés en ces matières dans le document de travail 9.4.3.

258. Le Secrétariat ajoute que des pourparlers sont en cours avec l'UE concernant la phase II du projet qui s'appuiera sur les résultats obtenus à ce jour et s'efforcera de satisfaire aux besoins futurs en matière de renforcement des capacités, identifiés au cours de la première phase du projet et grâce à l'examen à mi-parcours. La phase II commencera en mars 2013 et s'étalera sur trois ans. Le Secrétariat signale qu'il collabore également avec le PNUE à l'élaboration d'une proposition à l'intention du FEM (fonds de renforcement des capacités) afin d'améliorer la gestion des connaissances aux échelons national et régional. Cette proposition pourra être soumise au Conseil du FEM en novembre 2012.

259. La Conférence :

- ***prend acte*** des progrès accomplis par le projet de renforcement des capacités concernant les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) dans les pays ACP, financé par l'Union européenne ;
- ***donne son aval*** à la poursuite de ce projet pendant la phase II proposée, ainsi qu'à la présentation d'une demande de financement au FEM.



Point 9.5 de l'ordre du jour :           **Renforcer les capacités des leaders en matière d'environnement : le Réseau océanien des futurs leaders de l'environnement**

260. Le Secrétariat informe les participants des efforts qu'il a déployés pour renforcer les capacités et compétences des jeunes cadres professionnels chargés de l'environnement et du développement durable au travers du Réseau océanien des futurs leaders de l'environnement (PEEL).

261. Ce travail a été réalisé avec le concours financier de la Fondation du Commonwealth et de l'Initiative internationale d'adaptation au changement climatique (ICCAI) gérée par le gouvernement australien. Vingt-cinq participants venus de toute la région ont été sélectionnés par voie de concours fondé sur le mérite.

262. Le Secrétariat insiste sur la valeur du réseau PEEL, dont l'objectif est de « conduire, susciter et inspirer des actions en faveur de l'environnement dans la région du Pacifique ». Il décrit un certain nombre des activités réalisées par le réseau depuis sa création en octobre 2011. Il mentionne que la coordination du travail du réseau est actuellement assurée par un bénévole issu du groupe, mais que des démarches sont en cours afin de trouver une source de financement pour cette activité.

263. Répondant à une question du représentant de la Polynésie française, le Secrétariat précise que les participants au Colloque du PEEL ont été choisis au mérite dans le cadre d'un concours, et que tous les pays avaient reçu des avis à ce sujet. Il ajoute qu'un des participants venait de Polynésie française.

264. Le représentant de l'Australie propose que le réseau PEEL travaille en liaison avec d'autres programmes régionaux (*Pacific Leadership Programme* et *Emerging Pacific Leaders' Dialogue*) et nationaux (*Leadership Fiji*) de promotion du leadership ainsi qu'avec celui de l'USP (*Future Climate Leaders' Programme*).

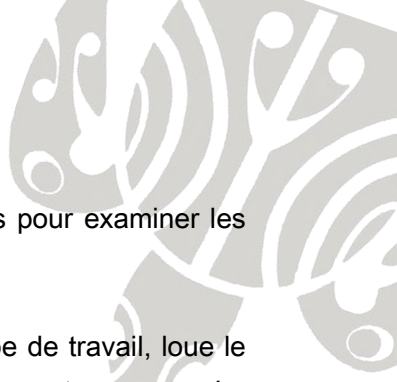
265. La Conférence :

- **donne son aval** à l'Initiative et au Réseau océanien des futurs leaders de l'environnement, dispositif important qui permettra au Secrétariat de renforcer les capacités des jeunes et futurs cadres océaniens au service de l'environnement ;
- **accepte** de faire participer les Membres du réseau aux réunions pertinentes et appropriées, nationales et régionales ;
- **accepte** de s'employer avec le Secrétariat à encourager l'expansion du réseau PEEL.

Point 10.1 de l'ordre du jour : **Révision du règlement du personnel**

266. Le Secrétariat informe la Conférence qu'un groupe de travail spécial sur le règlement du personnel composé de représentants des États fédérés de Micronésie, des États-Unis, des Îles Marshall, de

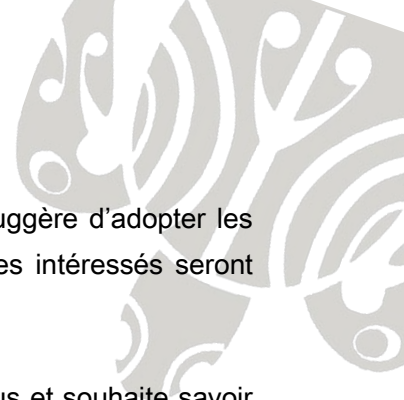




la Nouvelle-Zélande, du Samoa et des Tokélaou s'est réuni à quatre reprises pour examiner les amendements au règlement du personnel proposés par le Secrétariat.

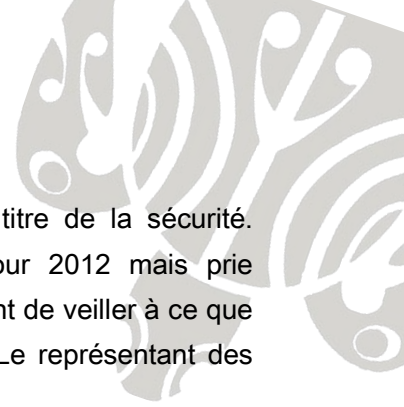
267. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, qui présidait les travaux de ce groupe de travail, loue le travail des autres membres du groupe et présente les recommandations dont ils sont convenus. Le groupe recommande une approche en deux temps : 1) le Directeur général du PROE serait habilité à prendre des décisions unilatérales concernant les changements au règlement qui n'ont pas d'incidences budgétaires et qui seraient présentées à la Conférence du PROE sous forme de documents d'information, par souci de transparence ; 2) les décisions ayant une incidence budgétaire seraient soumises à l'approbation de la Conférence du PROE. La présentation des documents d'information donnerait aux Membres l'occasion de se pencher sur les actions du Secrétariat et de poser des questions, le cas échéant.
268. Le groupe de travail a recommandé que les modifications apportées par le Directeur général du Secrétariat, à savoir l'indemnité au titre de la sécurité et l'indemnité de maintien en fonction, soient soumises à l'examen de la présente Conférence.
269. Le représentant des États-Unis se félicite des effets anticipés des recommandations formulées sur le bon déroulement de la Conférence. Il précise toutefois qu'il ne sera pas en mesure d'approuver ces recommandations sans procéder d'abord à de plus amples consultations, dont il propose de communiquer plus tard, par lettre, les résultats. Répondant à une question du représentant de l'Australie, le représentant des États-Unis précise que ce processus pourrait prendre jusqu'à 30 jours.
270. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, appuyé par le représentant de l'Australie, exhorte le représentant des États-Unis à trouver un moyen d'accélérer l'adoption des recommandations compte tenu du rôle que joue son pays au sein du groupe de travail ; il rappelle que ces recommandations s'inspirent de règles en vigueur au sein des organisations du CORP et demande que toute analyse ultérieure en tienne compte.
271. Le représentant des Tonga estime que la présente conférence constitue le forum indiqué pour l'approbation des décisions, et qu'il ne serait pas approprié de transférer cette responsabilité à une autre instance. Le Secrétariat ajoute que la Conférence est seule habilitée à prendre des décisions sur cette question, et fait valoir qu'il ne suffira pas de simplement prendre acte du document.
272. Le représentant des Tokélaou, appuyé par le représentant du Samoa, sollicite des précisions sur la façon de faire avancer ce dossier. Rappelant que les États-Unis font partie du groupe de travail, il dit ne pas comprendre comment le représentant peut accepter de présenter des recommandations qu'il se trouve en même temps incapable d'appuyer. Le représentant des États-Unis explique qu'il aurait souhaité présenter un point de vue clair sur les recommandations dès la présente Conférence du PROE, mais qu'il a besoin de temps pour conduire des consultations.





273. Le représentant de la France, appuyé par le représentant des États-Unis, suggère d'adopter les recommandations à titre provisoire, et de fixer le délai à l'intérieur duquel les intéressés seront autorisés à faire valoir leurs objections, le cas échéant.
274. Le représentant de la Polynésie française s'interroge lui aussi sur le processus et souhaite savoir ce qui arrivera si des objections aux recommandations du groupe de travail sont formulées avant la date limite fixée pour ce faire, ou s'il s'avère nécessaire de repousser la date limite de communication des objections. Selon lui, la Conférence du PROE doit avoir pour rôle de faire avancer les débats et prendre des décisions. Or, un temps considérable est consacré inutilement à l'examen de questions administratives, alors qu'on devrait plutôt se pencher sur des questions de fond comme la conservation des espèces.
275. Le Secrétariat expose les raisons ayant motivé la mise en place de l'indemnité au titre de la sécurité et de l'indemnité de maintien en fonction. La première a pour objet de réduire les menaces pour la sécurité des agents et de leur famille ainsi que les attaques dont ils sont victimes. En 2011, 11 820,77 dollars É.-U. ont été versés à 17 agents (soit 30 % des effectifs) au titre de cette indemnité. En 2012, 4 520,85 dollars É.-U. ont été versés à huit agents (soit 13 % des effectifs).
276. L'indemnité de maintien en fonction est versée lors du renouvellement d'un contrat et a pour objet d'encourager les agents qualifiés à rester en poste au Secrétariat. En 2011, 13 348,94 dollars É.-U. ont été versés à 11 agents. En 2012, 7 964,68 dollars É.-U. ont été versés à cinq agents (soit 8 % des effectifs). Le Secrétariat note que le versement de cette indemnité a entraîné une forte augmentation du taux de fidélisation du personnel.
277. Le représentant des États-Unis rend hommage au Secrétariat pour sa transparence et, après avoir reçu les avis de Washington, approuve le règlement révisé du personnel à l'exception de l'indemnité de maintien en fonction, qui n'est pas pratique courante au sein des organisations du CORP. Il ajoute que les États-Unis sont favorables à l'indemnité au titre de la sécurité pour autant qu'elle n'entraîne pas d'augmentation budgétaire. Il demande également que les aide-mémoire du Secrétariat sur ces deux indemnités soient diffusés par courrier électronique.
278. Les représentants des Samoa américaines, de Nioué, des États fédérés de Micronésie, des Fidji et du Samoa approuvent les deux indemnités et précisent que le recrutement et la fidélisation d'agents qualifiés sont également un problème au niveau national et que le maintien en fonction d'agents compétents est dans l'intérêt du PROE. Le représentant des Fidji précise que son soutien est subordonné à la prise en charge des indemnités par le budget ordinaire, sans modification de l'assistance fournie aux Membres. Le représentant du Samoa demande si le versement d'une indemnité de maintien en fonction est pratiqué dans les autres organisations du CORP.





279. Le représentant de la Polynésie française est favorable à l'indemnité au titre de la sécurité. Concernant l'indemnité de maintien en fonction, il appuie la mesure pour 2012 mais prie instamment le Secrétariat d'étudier et de présenter d'autres moyens permettant de veiller à ce que les mouvements de personnel ne nuisent pas à l'efficacité du Secrétariat. Le représentant des Samoa américaines s'associe à ses propos.

280. Le Secrétariat indique que, bien que les autres organisations du CORP n'aient pas instauré d'indemnité de maintien en fonction, une mesure équivalente permet aux agents de renégocier leur traitement et autres conditions d'emploi au moment du renouvellement de leur contrat. Cette pratique n'a pas été adoptée par le Secrétariat. Les traitements des agents du PROE évoluent en fonction de leurs résultats et ne sont pas renégociés lors du renouvellement des contrats.

281. Le représentant des États-Unis déclare que l'harmonisation du CORP est un principe devant orienter ces décisions.

282. Les Membres se penchent sur la procédure applicable lorsqu'un seul pays émet une objection. Le conseiller juridique du Secrétariat indique que l'article 11 du règlement intérieur stipule que toutes les décisions doivent être prises par consensus. Il explique que les opinions de tous les Membres doivent être prises en compte pour dégager un consensus. Il précise que consensus n'est pas synonyme d'unanimité et que cette tendance est observée dans d'autres organisations internationales. Il ajoute que le consensus devrait tenir compte de l'esprit général de la Conférence et d'éléments tels que le nombre de Parties favorables ou non ainsi que du caractère futile ou vexatoire de l'objection.

283. Le représentant de la Nouvelle-Zélande note que son homologue des États-Unis a soulevé une objection légitime, qui n'est ni futile ni vexatoire, et demande qu'elle soit prise en compte.

284. La Conférence :

- **adopte** le règlement du personnel révisé à l'exception des dispositions sur l'indemnité de maintien en fonction ; et
- **convient** de constituer un groupe de travail intersessions chargé d'aborder la question du maintien en fonction du personnel en conformité avec les pratiques convenues au sein du CORP et de rendre compte de ses travaux à la Conférence du PROE de 2013.

#### **Point 10.2 de l'ordre du jour : Révision du Règlement financier**

285. Le Secrétariat présente le Règlement financier, tel que révisé conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS). Les modifications apportées sont décrites dans le document 23CP/Représentants officiels/DT.10.2.





286. La Conférence :

- **approuve** le nouveau règlement financier proposé, en vue de son entrée en vigueur dès la clôture de la 23<sup>e</sup> Conférence du PROE.

**Point 10.3 de l'ordre du jour : Examen annuel des données des marchés de référence pour le personnel recruté à l'échelon international et le personnel recruté localement**

287. Le Secrétariat présente les résultats de l'examen annuel 2012 des données des marchés de référence pour le personnel recruté à l'échelon international et le personnel recruté localement. Les examens ont été réalisés conformément aux directives harmonisées sur la rémunération adoptées en 2004 par les organes directeurs des organisations membres du CORP participantes. Les directives ont été utilisées ces dernières années pour réaliser des comparaisons entre les différents barèmes des traitements en vigueur.

288. La Conférence :

- **prend note** des résultats de l'examen 2012 des données des marchés de référence pour le personnel recruté à l'échelon international, et du fait que le Secrétariat n'est pas en mesure à ce stade de recommander l'application de tout ou partie des augmentations proposées ; et
- **note** que le rapport 2012 sur l'analyse des données annuelles des marchés de référence pour le personnel recruté localement n'est pas encore disponible. Toute augmentation substantielle des traitements sera soumise pour approbation à la Conférence du PROE et ne pourra être appliquée que sous réserve de la disponibilité des ressources nécessaires, qui devront être mobilisées par l'épargne.

**Point 10.4 de l'ordre du jour : Rapport du groupe de travail intersessions sur la fourchette de rémunération du Directeur général**

289. La Conférence, réunie à huis clos :

- Approuve la reclassification du poste de Directeur général de la catégorie 17 à la catégorie 18 du barème des traitements, étant entendu qu'elle n'aura aucune incidence sur le budget de base.

**Point 10.5 de l'ordre du jour : Évaluation des résultats et renouvellement du contrat du Directeur général du PROE**

290. La Conférence, réunie à huis clos :

- **prend acte** de l'évaluation des résultats du Directeur général pour 2011-2012 et **approuve** son Plan d'amélioration des résultats personnels pour 2012-2013 ;
- **convient** de renouveler le contrat de Directeur général de M. David Sheppard pour un nouveau mandat conformément au règlement du PROE.



**Point 10.6 de l'ordre du jour : Examen du CORP sur les conditions d'emploi des cadres professionnels**

291. Le Secrétariat présente les conclusions de l'examen conjoint du CORP sur les conditions d'emploi du personnel recruté au niveau international (cadres professionnels) et donne des informations sur la mesure intérimaire relative au mécanisme de stabilisation des DTS, approuvée par la Conférence du PROE à sa 22<sup>e</sup> session. Des précisions figurent dans le document 23CP/Représentants officiels/DT.10.6.

292. La Conférence :

- **prend note** des résultats de l'examen triennal 2012 du CORP sur les conditions d'emploi du personnel recruté au niveau international ;
- **note** que le Secrétariat doit encore examiner de manière plus approfondie les principales recommandations formulées dans le rapport avant d'envisager une quelconque stratégie de mise en œuvre ;
- **note** que la mesure intérimaire relative au mécanisme de stabilisation des DTS approuvée par la 22<sup>e</sup> Conférence du PROE n'a pu être appliquée faute de financement, et qu'en conséquence, le Secrétariat a maintenu les taux de 2011.

**Point 10.7 de l'ordre du jour : Rapport du Directeur général sur les engagements de plus de six ans**

293. Le Secrétariat rend compte du renouvellement du mandat de Mme Makereta Kaurasi-Manueli pour une durée de trois années supplémentaires au poste de comptable des services généraux. Il précise que le processus de recrutement a été mené de manière rigoureuse et transparente, en conformité avec le règlement du personnel. Des précisions figurent dans le document 23CP/Représentants officiels/DT.10.7.

294. La Conférence :

- **prend note** du renouvellement de Mme Makereta Kaurasi-Manueli dans ses fonctions de comptable des services généraux pour un nouveau mandat de trois ans.

**Point 10.8 de l'ordre du jour: Nomination des commissaires aux comptes**

295. Le Secrétariat rend compte de la nomination des commissaires aux comptes chargés de l'audit financier du PROE pour les exercices 2012 et 2013. Le processus suivi est présenté en détail dans le document 23CP/Représentants officiels/DT.10.8.

296. La Nouvelle-Zélande appuie la nomination de Betham & Company (Samoa) mais s'inquiète de ce qu'une seule société a répondu à l'appel d'offres.

297. Le Secrétariat partage cette inquiétude et assure que l'appel d'offres a fait l'objet d'une large diffusion auprès des correspondants habituels et d'autres commissaires aux comptes, aux Fidji et aux Tonga, ainsi que sur le site du PROE.



298. La Conférence :

- **approuve** la nomination de Betham & Co en tant que commissaires aux comptes chargés de l'audit financier du PROE pour les exercices 2012 et 2013.

**Point 10.9 de l'ordre du jour : Proposition concernant le siège du PROE**

299. Le Secrétariat rend compte de l'état d'avancement de la demande présentée au gouvernement japonais en vue de la construction d'un Centre sur le changement climatique au siège du PROE. Il précise que la première demande a été soumise en juillet 2011, à la suite de discussions préliminaires menées avec le gouvernement japonais. Le Secrétariat a été prié d'établir un lien plus étroit entre le bâtiment proposé et les résultats et programmes régionaux en matière de changement climatique et de soumettre une nouvelle proposition en octobre 2012.

300. La Conférence :

- **prend acte** de l'état d'avancement de la demande soumise au gouvernement japonais ; et
- **approuve** la soumission révisée au Japon d'une demande d'aide sous forme de dons en vue de la construction d'un Centre océanien sur le changement climatique.

**Point 11.1 de l'ordre du jour : Épaves de la Seconde Guerre mondiale dans le lagon de Chuuk – Document présenté par les États fédérés de Micronésie**

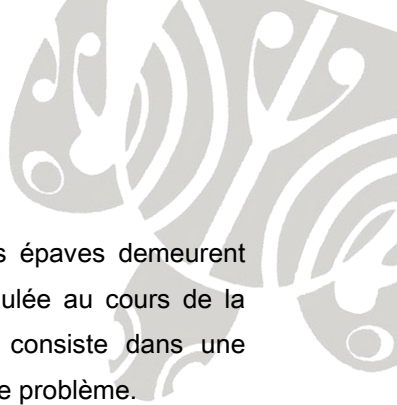
301. Le représentant des États fédérés de Micronésie présente un document qui décrit les problèmes posés par les épaves en notant que plus de 3 800 épaves de la Seconde Guerre mondiale reposent dans les eaux de la zone d'intervention du PROE. Selon lui, au moins six épaves de la Seconde Guerre mondiale rejettent actuellement du pétrole dans le lagon de Chuuk. Le document 23CP/Représentants officiels/DT.11.1 donne des précisions sur les travaux réalisés et les stratégies envisageables pour y remédier.

302. Les États fédérés de Micronésie souhaitent bénéficier d'un soutien et d'une assistance pour éliminer les hydrocarbures qui s'échappent de l'*Hoyo Maru* et d'autres navires japonais coulés dans le lagon de Chuuk, afin d'empêcher les épaves de la Seconde Guerre mondiale de polluer le lagon de Chuuk à l'avenir.

303. Le représentant des États-Unis d'Amérique fait remarquer que les décisions prises à ce jour dans le cadre du PROE indiquent qu'il s'agit d'un problème bilatéral entre l'État du pavillon de ces navires et l'État où se situe une épave donnée. Il demande où en sont les négociations conduites avec le Japon, et suppose que celui-ci est l'État du pavillon de la plupart des navires. Il demande des précisions sur le site d'immersion de l'*Hoyo Maru*. Le représentant des États fédérés de Micronésie répond que des discussions ont été engagées avec le Japon.

304. Le Secrétariat confirme que l'épave a coulé par 40 mètres de fond, près des îles Fefan. On ignore quelle quantité de pétrole subsiste dans les soutes, mais on sait que des fuites se produisent actuellement.





305. Le représentant des États-Unis d'Amérique indique qu'à leur connaissance, ces épaves demeurent sous la responsabilité de l'État du pavillon, et rappelle la recommandation formulée au cours de la dernière Conférence du PROE, à savoir que la meilleure marche à suivre consiste dans une négociation bilatérale avec les États du pavillon afin de rechercher une solution à ce problème.

306. La Conférence :

- ***donne son aval*** à l'activité pilote proposée aux États fédérés de Micronésie, afin de réduire au minimum le risque de pollution par le fioul qui s'échappe des épaves de la Seconde Guerre mondiale ;
- ***donne son aval*** à une évaluation détaillée de l'*Hoyo Maru* afin de déterminer l'ampleur de la corrosion de sa coque et la quantité de fioul subsistant dans les soutes ; et
- ***sollicite*** l'aide des partenaires et bailleurs de fonds, dans la mesure du possible, afin d'éliminer progressivement le fioul

**Point 11.2 de l'ordre du jour :                    Comment les pays océaniques unissent leurs efforts pour combattre les impacts des espèces exotiques envahissantes (document présenté par les États-Unis d'Amérique)**

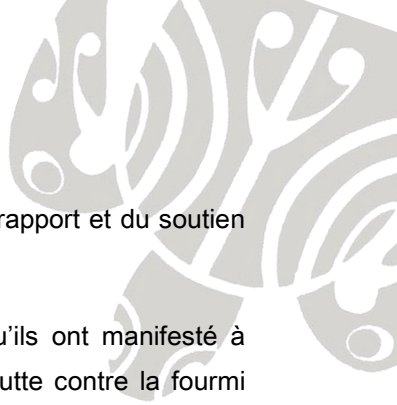
307. Le document décrit succinctement la prévalence des espèces exotiques envahissantes (EEE) dans les îles du Pacifique, montre la corrélation existant entre les EEE et les problématiques essentielles qui se posent en Océanie, souligne l'importance de la coordination des efforts de lutte contre les problèmes liés aux EEE, et met en lumière certaines activités entreprises dans la région pour y remédier. Ce document a pour but de demander à la Conférence d'approuver la résolution n° 7 du 17<sup>e</sup> Sommet des Hauts responsables micronésiens.

308. Le représentant du Programme des États-Unis d'Amérique consacré à la lutte contre les espèces envahissantes présente le document 23CP/Représentants officiels/DT.11.2, qui traite du problème particulier des espèces envahissantes dans le Pacifique et évoque les projets envisagés à l'heure actuelle pour remédier à ce problème, tout en évoquant les actions importantes menées dans la région en collaboration avec le PROE, la CPS et d'autres groupes importants.

309. Le représentant des Îles Cook appuie énergiquement les recommandations, compte tenu de l'ampleur des problèmes posés par les espèces envahissantes, et indique que les observations formulées par le Premier ministre des Îles Cook à ce sujet ont été intégrées au Communiqué des chefs d'État et de gouvernement participant au 43<sup>e</sup> Sommet du Forum des Îles du Pacifique. Selon le paragraphe 34 du Communiqué, le PROE et la CPS sont invités à chercher des moyens de renforcer leurs efforts pour combattre les espèces envahissantes.

310. Le représentant de la France remercie les États-Unis d'Amérique, indique qu'il souscrit pleinement aux recommandations, et note que des financements substantiels ont été alloués, au titre du Fonds de coopération économique, sociale et culturelle pour le Pacifique, à la lutte contre la fourmi électrique, projet mis en œuvre par le PROE.

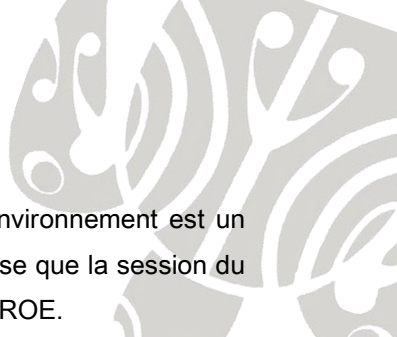


- 
311. Le représentant des États fédérés de Micronésie prend acte avec satisfaction du rapport et du soutien apporté à son pays.
312. Le représentant de la Polynésie française félicite les Membres pour l'intérêt qu'ils ont manifesté à l'égard de ce problème. S'agissant de la remarque faite à propos du projet de lutte contre la fourmi électrique, il sollicite une aide concernant un système d'alerte précoce destiné à prévenir la propagation des fourmis électriques de Tahiti vers d'autres îles.
313. La Conférence :
- **prend acte** des impacts des espèces exotiques envahissantes (EEE), à tous les échelons de la société et des écosystèmes, et du fait que ces impacts sont aggravés par le changement climatique. Les impacts des EEE ont une incidence directe sur la capacité d'adaptation de l'écosystème au changement climatique, sur la sécurité alimentaire, sur la conservation de la biodiversité et sur l'instauration d'économies durables ;
  - **Demande** au PROE d'envisager d'intégrer au maximum ses activités de lutte contre les EEE dans les domaines de l'adaptation au changement climatique, de la sécurité alimentaire, de la conservation des espèces menacées et d'autres domaines liés à la biodiversité et au développement durable ;
  - **Prend acte** de la Résolution n° 7 du 17<sup>e</sup> Sommet des Hauts Responsables de Micronésie ; et
  - Conformément au communiqué du 43<sup>e</sup> Sommet du Forum des Îles du Pacifique, **encourage** le PROE à travailler de concert avec la CPS pour renforcer leurs efforts de lutte contre les EEE, en collaboration avec les partenaires nationaux, régionaux et internationaux concernés, par exemple le Partenariat océanien sur les espèces envahissantes, afin de prendre des dispositions visant à prévenir et atténuer les dégâts causés par les EEE au travers de services efficaces de biosécurité, de lutte et d'éradication des espèces exotiques envahissantes.

**Point 11.3 de l'ordre du jour : Avenir du Forum océanien sur l'environnement – (document présenté par les États-Unis d'Amérique)**

314. Le représentant des États-Unis d'Amérique déclare qu'à son avis le débat qui s'est instauré dans le cadre du Forum océanien sur l'environnement est trop important pour être dissocié de la Conférence du PROE. Compte tenu du souhait continu et clairement exprimé de la région de réduire le nombre de réunions, cadres, rapports et documents à préparer, la fusion des ordres du jour du Forum océanien sur l'environnement et de la Conférence du PROE pour l'année en cours et les suivantes présenterait de nombreux avantages tout en réduisant la charge imposée aux représentants officiels devant participer à un nombre croissant de réunions.
315. Le représentant des États-Unis d'Amérique indique en outre que, s'agissant de l'ordre du jour de cette année, il ne pense pas qu'une réunion puisse espérer aborder la diversité des défis environnementaux auxquels sont confrontés les pays du Pacifique. Il estime qu'il n'y a pas de solution universelle, et il suggère que la formulation d'une stratégie de pays avec chaque Membre insulaire du PROE permettrait de beaucoup mieux appréhender les défis auxquels ces pays sont confrontés ainsi que les mesures pouvant être prises par le PROE. Il note que le Secrétariat du PROE ne s'est pas prononcé quant à l'avenir du Forum océanien sur l'environnement.

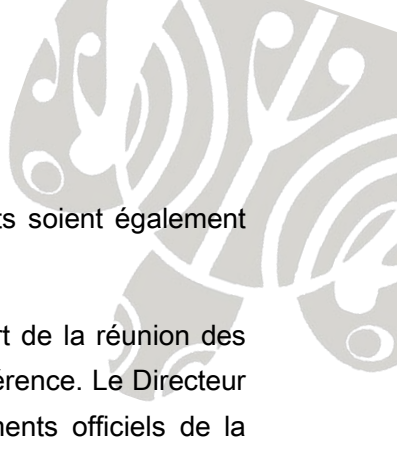


- 
316. Le représentant des Îles Cook déclare qu'à son avis, le Forum océanien sur l'environnement est un forum très important et qu'il ne voit pas d'autre moyen de réduire les frais. Il propose que la session du Forum océanien sur l'environnement reste associée à la Conférence annuelle du PROE.
317. En réponse à une question des Tonga, le Secrétariat indique que la session du Forum océanien sur l'environnement tenue cette année a débouché sur l'élaboration d'un bref document dont les principaux points ont été présentés dans la foulée à la vingt-troisième Conférence du PROE.
318. Les représentants des États fédérés de Micronésie, de la Polynésie française, de Kiribati, du Samoa et de Tuvalu déclarent que le Forum océanien sur l'environnement offre une bonne occasion informelle de débattre de problèmes environnementaux, et qu'ils se félicitent d'avoir pu y participer ces deux années, car cela leur a permis de se concentrer sur les problèmes de fond concrets.
319. Le représentant des Tonga estime que le Forum océanien sur l'environnement est effectivement utile, qu'il sert de prélude à la Conférence du PROE, et note que les points soulevés au Forum peuvent être ensuite entérinés par la Conférence.
320. Le Secrétariat prend acte du large consensus des Membres sur l'intérêt de ce forum, qui permet de débattre de manière informelle de problèmes environnementaux.
321. Le représentant des États-Unis d'Amérique prend acte de l'enthousiasme d'autres Membres à l'égard du Forum océanien sur l'environnement, et indique qu'il serait heureux de recevoir les conseils des Membres et du Secrétariat.
322. La Conférence :
- *note* que la majorité des Membres estime que le Forum océanien sur l'environnement offre une occasion de débattre, de manière générale et informelle, de questions essentielles et nouvelles, et qu'il s'inscrit en complément des travaux de la Conférence du PROE.

**Point 12.1 de l'ordre du jour :        Compte rendu des réunions des directeurs des organisations membres du CORP**

323. Le Directeur général rend compte des conclusions du groupe des directeurs des organisations membres du CORP, qui s'est réuni à trois reprises en 2012. Il fait savoir que ces réunions sont présidées par le Secrétaire général du Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique, en notant que ce dispositif a permis d'améliorer la coopération entre les organisations membres sur des questions importantes telles que l'harmonisation des conditions d'emploi. Il ajoute que ce groupe est épaulé par divers groupes de travail, notamment celui sur le changement climatique, qui a fortement contribué à l'amélioration de la coopération entre les programmes pertinents ; le groupe de travail sur le développement durable, qui a permis de fédérer les efforts du CORP sur Rio+20 ; le groupe de travail sur le secteur marin, axé sur la mise en œuvre pratique du cadre Paysage océanique ; et le groupe de travail sur les ressources humaines, qui a joué un rôle majeur dans l'harmonisation des conditions d'emploi.



- 
324. Le représentant de Nauru propose que les questions de gestion des déchets soient également abordées dans le cadre des groupes de travail du CORP.
325. Le représentant de la Nouvelle-Calédonie demande un exemplaire du rapport de la réunion des directeurs du CORP, qui n'a pas été distribué avec les documents de la Conférence. Le Directeur général informe les Membres que ce rapport ne fait pas partie des documents officiels de la Conférence et sera diffusé pour information.
326. La Conférence :
- ***prend acte*** des résultats des réunions des directeurs des organisations membres du CORP tenues en 2012.

**Point 9.6 de l'ordre du jour : Examen et adoption du projet de budget-programme pour 2013**

327. Le Secrétariat présente son projet de budget-programme pour 2013.
328. Les représentants des États-Unis, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de Nioué et de Wallis et Futuna félicitent le Secrétariat de sa gestion financière et des résultats obtenus au cours de l'exercice achevé. Le représentant des États-Unis souhaite que l'on confirme que le budget du prochain exercice n'inclura pas l'augmentation demandée de 20 % des contributions des Membres. Le représentant de l'Australie demande que le point 2 sur le changement climatique accorde une plus grande importance à la coordination des services liés au savoir, compte tenu du rôle capital du PROE en matière de coordination.
329. Le représentant de la Nouvelle-Zélande attire l'attention sur l'écart qui existe entre les fonds affectés aux projets et aux programmes ; il dit souhaiter que d'autres Membres augmentent leur contribution au financement des programmes afin de combler cet écart. Il souhaite par ailleurs savoir si les données budgétaires concernant la gestion des déchets tiennent compte des nouvelles initiatives qui seront mises en œuvre au cours de l'année qui débute.
330. Le représentant de Nioué fait observer que le programme de travail reste muet sur le dossier de l'amiante, et demande que cet oubli soit corrigé. Il souligne également que nombre des actions menées sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone ont besoin d'être soutenues par le PROE, et demande qu'il en soit fait état dans le programme de travail.
331. Le représentant de Wallis et Futuna demande que le budget soit présenté dès le début de la prochaine Conférence du PROE, immédiatement après l'adoption de l'ordre du jour.
332. Le Directeur général souligne le travail accompli par la Division des finances du PROE, et déclare que les questions particulières soulevées dans le cadre de l'examen seront prises en compte dans le budget du prochain exercice. Il indique que le budget du prochain exercice ne tiendra pas compte de certaines sources nouvelles de financement comme celles de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable.



333. Le Directeur général se félicite par ailleurs de la contribution de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande au financement des programmes, et applaudit l'adoption par la Nouvelle-Zélande d'une stratégie de financement pluriannuelle.

334. Concernant la demande de Wallis et Futuna, le Directeur général indique qu'il a été décidé, lors de conférences précédentes, d'aborder les questions ayant une incidence sur le budget de l'exercice suivant avant de procéder à l'examen du budget pour approbation.

335. La Conférence :

- **adopte** le budget-programme pour 2013 qui s'élève à 18 882 502 dollars É.-U.

**Point 13 de l'ordre du jour : Déclarations des observateurs**

336. Les représentants de Conservation International, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et de la Société calédonienne d'ornithologie font des déclarations. Les déclarations des observateurs figurent dans l'annexe III.

**Point 14 de l'ordre du jour : Divers**

337. Le représentant des États-Unis d'Amérique observe que la sensibilisation du public est un élément essentiel de la préparation aux tsunamis et demande que la Conférence du PROE prenne des mesures en vue de la déclaration d'une Journée panocéanienne de sensibilisation aux tsunamis en 2013. Il note que cette proposition n'aurait aucune incidence financière pour le Secrétariat ou les Membres qui s'associeraient à cette initiative. Un document est distribué à toutes les délégations et figure dans l'annexe IV.

338. Le représentant du Samoa indique que le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement chapeaute une série de manifestations nationales, dont la Semaine nationale de l'environnement fin octobre début novembre. Il indique que le Samoa est prêt à envisager d'autres manifestations le cas échéant.

339. Le représentant des États-Unis précise qu'il ne propose pas de date spécifique mais espère que le Secrétariat pourra travailler avec les Membres pour déterminer le jour, la semaine ou le mois pouvant être déclaré(e) jour, semaine ou mois panocéanien (ne) de sensibilisation aux tsunamis.

340. Le représentant de la Nouvelle-Zélande indique qu'en liaison avec l'Union européenne, son pays va organiser un Sommet des énergies renouvelables en avril 2013. Le but est de donner aux pays insulaires océaniques l'occasion de présenter leurs plans nationaux et leurs cibles dans le secteur de l'énergie, et de mobiliser des financements supplémentaires pour mettre ces plans en œuvre.



341. La Conférence :

- **approuve** l'instauration d'une Journée panocéanienne de sensibilisation aux tsunamis ;
- **prie** le PROE de se joindre à d'autres organisations membres du CORP, lors de la prochaine réunion des Directeurs de ces organisations, afin de promouvoir l'instauration d'une Journée panocéanienne de sensibilisation aux tsunamis ; et
- **invite** le Secrétariat du PROE à organiser, en collaboration avec ses Membres, la première Journée panocéanienne de sensibilisation aux tsunamis en 2013.

**Point 14 de l'ordre du jour : Réunion ministérielle de haut niveau**

342. Les ministres des États fédérés de Micronésie, de Kiribati, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, du Samoa et de Tuvalu et les représentants officiels de l'Australie et des Îles Cook font des déclarations et débattent les mécanismes de financement novateurs dans le domaine climatique ; les énergies renouvelables ; la mise en œuvre du programme Paysages océaniques ; et la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20). Les déclarations des ministres remises au Secrétariat sont reproduites à l'annexe V.

343. Le communiqué ministériel est reproduit à l'annexe VI.

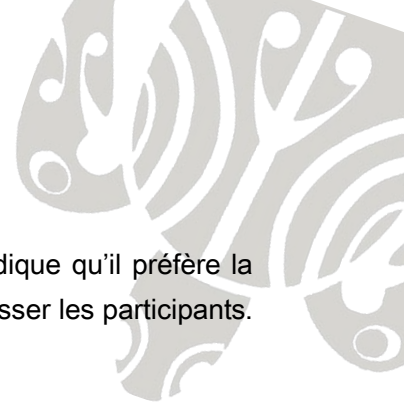
**Point 15 de l'ordre du jour : Date et lieu de la vingtième quatrième Conférence du PROE**

344. La prochaine Conférence du PROE se tiendra à Apia (Samoa), conformément à l'usage établi. Le Secrétariat propose qu'elle ait lieu la semaine du 2 septembre 2013. Cette question est débattue pendant la réunion ministérielle.

345. Le ministre des États fédérés de Micronésie demande si les représentants officiels ont décidé d'organiser la prochaine Conférence du PROE avant la réunion des dirigeants des États membres du Forum des Îles du Pacifique, afin de leur soumettre les questions importantes. Le Secrétariat répond qu'il n'a pas connaissance d'une décision spécifique relative à la Conférence du PROE de 2013 mais que le Forum océanien sur l'environnement a fait une suggestion concernant les rapports sur l'état de l'environnement.

346. Le représentant des États-Unis indique que la première semaine de septembre n'est pas idéale car elle coïncide avec des fêtes nationales et la rentrée scolaire. Il propose que la conférence se tienne la semaine du 9 septembre 2013. Il note par ailleurs que les préparatifs de la conférence plus tard en septembre coïncideraient avec les vacances scolaires américaines en août, mais indique qu'il s'en remettra aux pays océaniques compte tenu des liaisons aériennes complexes et peu fréquentes.





347. Le Samoa, en tant que pays hôte de la prochaine Conférence du PROE, indique qu'il préfère la première date, qui coïncide avec des festivités nationales qui pourraient intéresser les participants. Le représentant des Îles Cook appuie la proposition du Samoa.

348. La Conférence :

- **convient** que la Conférence du PROE se tienne la semaine du 2 septembre 2013.

**Point 16 de l'ordre du jour : Adoption du rapport**

349. Le ministre des Îles Marshall évoque le point 6.1 de l'ordre du jour et renouvelle son offre d'accueillir un bureau sous-régional à Majuro, qui contribuerait à atteindre des cibles durables et à réduire la vulnérabilité aux impacts négatifs du changement climatique. Bien que le résultat souhaité par les Îles Marshall n'ait pas été atteint, il se déclare satisfait des recommandations de la Conférence des représentants officiels et remercie les Membres de leur soutien. Il félicite le Secrétariat du succès de la Conférence.

350. La Conférence adopte le rapport.

**Point 17 de l'ordre du jour : Clôture**

351. Dans son allocution de clôture, le Directeur général du PROE remercie les Membres de leurs conseils éclairés tout au long de la réunion des ministres et de la Conférence des représentants officiels, notamment au vu des délicats dossiers qui ont été abordés. Il rend hommage au personnel du PROE, à la CPS en tant qu'organisation hôte, ainsi qu'aux traducteurs et interprètes qui n'ont pas ménagé leur peine. Il remercie également les ministres et chefs de délégation de leurs précieux conseils et les présidents des conférences des ministres et des représentants officiels de leur excellente tenue des débats.

352. Le président du segment ministériel, M. Anthony Lecren, ministre de l'Environnement et du Développement durable de la Nouvelle-Calédonie, remercie les Membres de la confiance et de l'appui accordés à son pays en tant que président du Conseil du PROE et réaffirme l'engagement de la Nouvelle-Calédonie d'assumer ce rôle au cours des 12 prochains mois.

353. Il prononce la clôture de la 23<sup>e</sup> Conférence du PROE.

-----